



Réglementation de la main-d'oeuvre étrangère 1991/92
 Modification partielle de l'Ordonnance du Conseil fédéral
 limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986

Vu la proposition des DFEP et DFJP du 7 octobre 1991

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé:

1. La modification de l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers est adoptée; elle entre en vigueur le 1er novembre 1991.
2. La presse sera informé le 23 octobre 1991 seulement.

Pour extrait conforme:

F. Ammann

Publication:
 Recueil officiel

Protokollauszug an:				
<input type="checkbox"/> ohne / <input type="checkbox"/> mit Beilage				
U.V.	z.K.	Dep.	Anz.	Akten
X		EDA	8	-
		EDI		
X		EJPD	8	-
		EMD		
X		EFD	7	-
X		EVD	9	-
		EVED		
X		BK	5	-
		EFK		
		Fin.Del.		

Réglementation pour les étrangers 1991/92;
 Modification partielle de l'Ordonnance du Conseil fédéral
 limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986

Résumé

La quasi-totalité des milieux consultés ont approuvé l'avant-projet, vu les assouplissements quantitatifs et qualitatifs, les simplifications administratives et sa note plus franchement européenne. L'ouverture très mesurée à l'égard de l'Europe centrale et orientale est également approuvée; une libéralisation plus marquée et rapide en faveur des citoyens d'Europe occidentale est sollicitée par la majorité des interlocuteurs politiques et économiques.

Commentaires sur les points forts de la révision

- a) libération des nombres maximums : le relèvement proposé a été jugé insuffisant: persistance d'une forte demande pour la santé, l'instruction, les secteurs de pointe; pénurie d'apprentis, assainissement progressif des structures saisonnières préconisé, besoins temporaires. Arguments valables, mais le chiffre articulé (20.000) est inacceptable; une augmentation plus nette des permis annuels (+ 4.000) et de courte durée (+3.000) se justifie. Une libération partielle des contingents saisonniers (90%) est proposée comme suite logique.
- b) modifications matérielles : toutes les propositions ont été approuvées. La libéralisation supplémentaire requise pour les frontaliers est prématurée; une prolongation plus longue de leur permis après une année, est acceptée (consolidation du statut).
 De nouvelles priorités pour le recrutement sont introduites en faveur des citoyens de l'EEE : un ordre prioritaire pour l'octroi des permis annuels et de courte durée, une priorité plus stricte pour les nouveaux saisonniers; l'exclusivité pour les apprentis. Ces mesures sont en relation avec le modèle des 3 cercles et l'arrêté fédéral relatif aux ressortissants yougoslaves. Des possibilités de séjours de perfectionnement jusqu'à 18 mois pour les citoyens d'Europe centrale et orientale sont prévues (contingents fédéral et cantonaux).

Projet de décision selon tableau synoptique annexé

Par rapport à l'avant-projet en consultation, les modifications suivantes sont proposées :

- établissement d'une priorité de recrutement de nouveaux travailleurs dans les Etats de la CE et de l'AELE;
- possibilité pour les cantons de prolonger de plus d'une année l'autorisation frontalière;
- augmentation nette du nombre des autorisations à l'année et de courte durée;
- libération partielle des contingents cantonaux de saisonniers; en parallèle, libération partielle du contingent fédéral analogue à celle de l'année en cours.

530.1

Berne, le 7 octobre 1991

Au Conseil fédéral

Réglementation pour les étrangers 1991/92 :
Modification partielle de l'Ordonnance limitant le nombre
des étrangers du 6 octobre 1986

1. Introduction

Lors de sa séance du 26 juin 1991, le Conseil fédéral a chargé le Département fédéral de l'économie publique et le Département fédéral de justice et police d'engager, jusqu'au 23 août 1991, une procédure de consultation sur un projet de réglementation relative aux étrangers pour la période 1991/92. La modification proposée devrait entrer en vigueur le 1er novembre 1991.

Prenant en compte le processus de mutation au niveau européen, le projet a proposé une série d'assouplissements tant sur le plan quantitatif que qualitatif : relèvement des nombres maximums pour les autorisations à l'année et de courte durée, simplifications administratives aux fins d'accroître la mobilité des travailleurs à l'intérieur du pays et possibilités de séjour de perfectionnement pour la mise en oeuvre de projets de coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale. Pour les saisonniers par contre, une restriction était proposée : la libération de 50% seulement des nombres de la Confédération.

2. Résultats de la consultation

Le projet de modification, eu égard à l'esprit d'ouverture qui le sous-tendait, a recueilli l'approbation quasi unanime des milieux consultés. Pour la majorité d'entre eux, la libéralisation de la politique d'admission vis-à-vis des ressortissants de la CE et de l'AELE est aujourd'hui une nécessité qui ne saurait plus souffrir de temporisations. Aussi, les allègements proposés, loin d'être contestés, ont-ils plutôt été tenus pour insuffisants aux fins d'une intégration progressive et optimale dans la future réalité européenne.

Si quelques cantons et organisations patronales ont répondu en préconisant une plus large ouverture à l'égard de l'Est, la majorité ne l'a pas requise ou l'a tenue pour prématurée. La nécessité de contenir les possibilités de séjour dans les limites strictes d'une aide économique porteuse a été soulignée par un bon nombre de milieux.

Bien que conscients du problème que pose la crise yougoslave, plusieurs cantons et organisations estiment qu'une exclusion abrupte de la Yougoslavie des pays de recrutement traditionnels produirait des difficultés d'ordre économique et humain que seule une solution à moyen terme permettrait d'atténuer. L'exigence d'une séparation nette entre la politique des étrangers et la politique d'asile est réaffirmée et d'aucuns tiennent la pratique des "transformations à titre humanitaire" pour discriminatoire à l'égard des autres étrangers.

Si la limitation des possibilités de formation aux jeunes d'Europe occidentale a recueilli l'approbation quasi générale, les avis sont partagés quant à la solution proposée : les uns recommandent la prudence eu égard à l'importante responsabilité sociale, d'autres souhaitent l'admission hors nombres maximums ou la création d'un contingent spécial, plusieurs affirment que la pénurie d'apprentis ne saurait être résolue aussi simplement.

Les deux assouplissements d'ordre qualitatif, en particulier celui concernant le personnel scientifique, ont été, en toute logique, largement acceptés. Pour ce qui est de la mobilité des frontaliers et de la consolidation de leur statut, certains cantons ont préconisé des mesures supplémentaires de libéralisation.

Les autres modifications formelles ont été, pour l'essentiel, largement approuvées.

La teneur des réponses parvenues aux deux départements est consignée dans le rapport sur la consultation ci-joint.

3. Libération des nombres maximums

Les allègements quantitatifs consentis au cours de deux années consécutives, après une période de restrictions particulièrement sévères, ont certainement permis d'atténuer les difficultés de recrutement. Par ailleurs, le fléchissement conjoncturel de l'automne s'est confirmé, entraînant une augmentation parfois notable du chômage dans certaines branches et régions. Il est fort probable qu'un certain nombre d'ajustements structurels conduisent à de nouvelles suppressions d'emplois. Les principaux indicateurs laissent néanmoins présager un redressement de la tendance dès le printemps prochain.

3.1 Libération des nombres maximums cantonaux

Malgré l'incertitude de la situation et l'accentuation du chômage, plusieurs cantons et les milieux patronaux sont convaincus que la pénurie de personnel demeurera forte dans plusieurs secteurs et notamment dans ceux de la santé et de l'instruction. Il apparaît d'autre part évident que seule une augmentation notable des disponibilités cantonales pour les autorisations à l'année permettra de rendre le marché du

travail suisse attractif pour les ressortissants d'Europe occidentale dès avant 1993. Il est tout aussi vrai enfin que l'assainissement progressif des structures saisonnières, préconisé par le projet en consultation, exige un relèvement des nombres maximums nettement supérieur à celui proposé, mais néanmoins inférieur au chiffre articulé par les milieux intéressés.

Compte tenu de la demande croissante de séjours temporaires et des différentes initiatives de coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale à l'étude dans les cantons et les milieux professionnels, une légère augmentation des nombres pour les autorisations de courte durée se justifie.

Bien que la majorité des milieux consultés se soient prononcés en faveur du maintien des contingents actuels, il paraît opportun de procéder à une libération partielle des contingents cantonaux pour les autorisations saisonnières en relation avec l'augmentation qui sera consentie pour les autres nombres maximums aux fins notamment de stimuler l'assainissement des structures saisonnières.

Nous proposons par conséquent de fixer et libérer les nombres maximums cantonaux suivants : 12.000 autorisations à l'année (relèvement de 2.000 par rapport au projet ou de 4.000 par rapport à l'année en cours); 11.000 autorisations de courte durée (augmentation de 2.000 par rapport au projet); libération de 138.375 unités saisonnières (diminution de 15.375 par rapport au projet).

3.2 Libération des nombres maximums de la Confédération

La libération totale du contingent fédéral pour les autorisations à l'année fixé en 1989 à 4.000 unités a permis de répondre aux besoins croissants de personnel qualifié et très qualifié dans les secteurs de pointe de notre économie. L'amélioration de la structure du marché de l'emploi constitue un impératif majeur en période de ralentissement de la

croissance et d'accélération des ajustements économiques. A la veille de l'avènement du marché unique européen, il importe en outre de ménager une mobilité optimale du personnel indispensable à la promotion de la compétitivité des entreprises. Déjà lors de la consultation précédente, bon nombre de voix s'étaient exprimées en faveur d'un relèvement du nombre maximum de la Confédération; cette année encore, différents milieux se sont prononcés dans ce sens, justifiant ainsi notre proposition finale de mettre à la disposition de la Confédération un contingent de 5.000 autorisations à l'année, au lieu des 4.000 proposées.

La proposition d'augmenter de 1.000 unités le nombre maximum pour les autorisations de courte durée a été bien accueillie, ou tout au plus jugée insuffisante. Eu égard au relèvement proposé pour les nombres maximums cantonaux, nous maintenons toutefois notre proposition de fixer le contingent de la Confédération à 7.000 unités.

Compte tenu des modifications des nombres maximums cantonaux que nous proposons à la suite de la consultation, il s'avère opportun de revoir également la proposition relative au contingent fédéral pour les autorisations saisonnières. Le gel de 15.375 unités cantonales pourrait, selon l'évolution conjoncturelle, poser de graves problèmes dans les régions touristiques ou entraver l'exécution d'importants travaux de construction. Aussi s'avère-t-il justifié de prévoir une libération partielle du contingent fédéral supérieure à celle proposée, à savoir de 9.000 unités, afin de permettre à la Confédération d'intervenir ponctuellement pour éviter d'éventuelles impasses sérieuses dans certaines économies cantonales.

4. Modifications matérielles

Les résultats de la consultation ont confirmé le bien-fondé des modifications proposées : possibilités de séjour de perfectionnement pour les ressortissants d'Europe centrale

et orientale, assouplissements pour les écoles supérieures étrangères et instituts de recherche, possibilités accrues pour les ressortissants de la CE et l'AELE d'acquérir une formation en entreprise.

Plusieurs interlocuteurs politiques et économiques, prenant appui sur l'argument européen, ont proposé, pour les frontaliers, des mesures de libéralisation anticipant même sur les étapes déjà concordées pour la mise en oeuvre de l'éventuel espace économique. Alors que ces suggestions nous paraissent prématurées et inopportunes en période de fléchissement conjoncturel, nous estimons que la proposition de permettre, après la première année, la prolongation de l'autorisation pour une durée supérieure à un an peut être acceptée car elle établit une égalité de principe avec les travailleurs à l'année.

La détérioration progressive de la situation en Yougoslavie a accentué, dès avant le déclenchement de la crise actuelle, la pression migratoire des travailleurs et des candidats à l'asile. En engageant la procédure de consultation et se fondant sur son rapport du 15 mai 1991 sur la politique à l'égard des étrangers et des réfugiés, le Conseil fédéral a tenu à attirer l'attention des milieux consultés sur la nécessité de réexaminer de manière approfondie le principe du recrutement dans ce pays. L'irréductibilité de la crise a encore accentué le phénomène, si bien qu'il a fallu envisager des mesures aptes à le contenir dans des limites acceptables pour notre pays. S'il s'agit de prendre dûment en considération les besoins de personnel d'un certain nombre de secteurs qui ont orienté depuis quelques années leur recrutement vers ce pays, il importe aussi de poser un frein à un flux qui risque fort d'être encore grossi par une migration clandestine de travailleurs et de regroupements familiaux fuyant la violence. On ne saurait enfin ignorer la restriction qu'apporterait la vague croissante de migration yougoslave à notre prochaine capacité d'accueil de travailleurs d'Europe occidentale.

Nous fondant sur les résultats de la consultation et prenant appui sur la série de mesures soumises pour décision au Conseil fédéral, nous proposons, par rapport au projet, une modification plus fondamentale de l'article 8 de l'Ordonnance qui règle la question du recrutement. La nouvelle version établit un ordre prioritaire au bénéfice des ressortissants du premier cercle pour ce qui est de l'octroi des autorisations à l'année et fixe une règle plus stricte pour les nouveaux saisonniers dont le recrutement ne pourra être opéré qu'à titre exceptionnel dans les pays du cercle médian. Cette solution intermédiaire qui constitue un premier pas clairement franchi dans la direction européenne permettra d'éviter les difficultés sur le plan économique et humain qu'ont dit redouter bon nombre de participants à la consultation.

Nous proposons donc d'adopter, outre celles contenues dans le projet, les deux modifications matérielles concernant la priorité de recrutement pour les ressortissants de la CE et de l'AELE, et la durée de l'autorisation frontalière. Nous proposons également d'adopter les modifications formelles du projet qui n'ont soulevé aucune objection.

5. Consultation des offices

La procédure de révision a été conduite par l'OFIAMT en étroite collaboration avec l'Office fédéral des étrangers. Les services concernés de la Chancellerie fédérale et de l'Office fédéral de la justice y ont été associés.

6. Appréciation globale

Tout en continuant de respecter le principe de la limitation à long terme, la révision a pris en compte les objectifs de la future politique des étrangers définis dans le rapport du Conseil fédéral du 15 mai 1991 et s'est située clairement dans la ligne d'ouverture européenne.

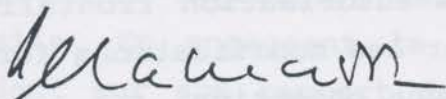
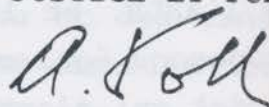
Le relèvement des nombres maximums pour les autorisations à l'année pourrait entraîner une augmentation supplémentaire de la population étrangère de 15.000 personnes. Le gel de 10% des contingents saisonniers devrait par contre conduire à moyen terme à une diminution du nombre des transformations, ce qui réduirait l'importance de l'augmentation probable de la population.

Malgré le ralentissement conjoncturel et l'accroissement du nombre des étrangers, les milieux consultés ont exprimé, plus encore que par le passé, leur impatience devant la prudence qui marquait la révision. Les adaptations apportées au projet primitif devraient les satisfaire.

Compte tenu des considérations développées, nous vous proposons de prendre la décision ci-jointe.

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

DEPARTEMENT FEDERAL
DE JUSTICE ET POLICE

Annexes :

- Projet de décision du Conseil fédéral
- Projet de modification de l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers
- Commentaires explicatifs au projet de modification
- Tableau synoptique des contingents et des modifications
- Synopsis
- Rapport sur les résultats de la consultation
- Projet de lettre d'accompagnement destinée aux départements cantonaux concernés
- Projet de lettre d'accompagnement destinée aux partis politiques et organisations intéressées
- Communiqué de presse

Extrait du procès-verbal à :

- DFEP 9 (SG 4, OFIAMT 5)
- DFJP 8 (SG 3, OFE 5)

Réglementation de la main-d'oeuvre étrangère 1991/92
 Modification partielle de l'Ordonnance du Conseil fédéral
 limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986

Vu la proposition des DFEP et DFJP du 7 octobre 1991

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

d é c i d é :

La modification de l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers est adoptée; elle entre en vigueur le 1er novembre 1991.

Pour extrait conforme :

Publication:

Recueil officiel

Ordonnance
limitant le nombre des étrangers
(OLE)

Modification du

Le Conseil fédéral suisse
arrête:

I

L'Ordonnance du 6 octobre 1986 ⁽¹⁾ limitant le nombre
des étrangers est modifiée comme il suit:

Art. 3, 1er al., let. c et d

¹Seuls les articles 9 à 11 et les chapitres 5 à 7 sont
applicables aux catégories d'étrangers ci-après:

- c. Aux conjoints étrangers de Suisses ou de Suissesses,
ainsi qu'à leurs enfants;
- d. Aux anciens citoyens suisses.

1) RS 823.21

Art. 8 Priorité pour le recrutement

¹Une autorisation initiale sera accordée en premier lieu aux travailleurs ressortissants d'Etats de l'Association Européenne de Libre Echange (AELE) et de la Communauté Européenne (CE) et en second lieu, aux travailleurs ressortissants d'autres pays où le recrutement se fait traditionnellement.

²En prenant des décisions préalables à l'octroi d'autorisations (art.42), les offices de l'emploi peuvent admettre des exceptions à l'alinéa 1 lorsqu'il s'agit de:

- a. personnel qualifié et que des motifs particuliers justifient une exception;
- b. personnes qui suivent un programme de perfectionnement dans le cadre de projets de l'aide suisse au développement économique et technique.

³Une première autorisation saisonnière sera accordée en principe seulement à des ressortissants d'Etats de l'Association Européenne de Libre Echange (AELE) et de la Communauté Européenne (CE), et seulement à titre exceptionnel à des ressortissants d'autres pays de recrutement traditionnel.

⁴Une autorisation pour frontalier ne sera accordée en règle générale qu'à des ressortissants des Etats voisins.

⁵Une autorisation pour apprentis ne sera accordée qu'à des ressortissants des Etats de l'Association Européenne de Libre Echange (AELE) et de la Communauté Européenne (CE).

Art. 13, let. o

Ne sont pas comptés dans les nombres maximums:

- o. Le conjoint qui vit en ménage commun et les enfants admis avant l'âge de 21 ans au titre du regroupement familial des personnes désignées à la lettre n, respectivement à l'art. 4, 1er al, let. a-c, lorsqu'ils exercent une activité lucrative exigeant une autorisation de police des étrangers.

Art. 15, 4e al, let. a

⁴Lorsqu'il s'agit d'activités d'une durée limitée, l'OFIAMT peut prendre des décisions pour des autorisations de séjour d'une durée limitée en faveur:

- a. De dirigeants et spécialistes très qualifiés employés en Suisse à titre temporaire par des établissements étrangers d'enseignement supérieur ou des instituts de recherche ou qui sont indispensables à l'exécution d'un mandat inhabituel au sein d'une entreprise.

Art. 19, 2e al., let. c

²L'OFIAMT peut prendre des décisions valables pour des autorisations saisonnières en les imputant sur ce nombre:

- c. En faveur avant tout de cantons dotés d'un faible contingent, dans le but d'atténuer des différences régionales, et en premier lieu pour répondre à des fluctuations temporaires d'origine structurelle de la demande.

Art. 21, 2e al., let. d

²L'OFIAMT peut, en les imputant sur ce nombre, prendre des décisions valables pour des autorisations servant à des séjours de perfectionnement de dix-huit mois au maximum, en faveur:

- d. De personnes qui suivent un programme de perfectionnement dans le cadre de projets de l'aide suisse au développement économique et technique.

Art. 23, 1er et 3e al.

¹Celui qui veut exercer une activité lucrative en tant que frontalier doit requérir une autorisation pour frontalier. La première autorisation est accordée pour un an au plus.

³Les frontaliers ne peuvent exercer une activité lucrative que dans la zone frontalière et doivent retourner chaque jour à leur domicile. Une activité temporaire en dehors de la zone frontalière peut être autorisée par le canton concerné (art. 43, 1er al., let. f), lorsque le frontalier a un engagement ferme et régulier dans une entreprise sise en zone frontalière.

Art. 43, 1er al., let. f et 2e al.

¹Les autorités cantonales de police des étrangers demandent l'avis de l'office cantonal de l'emploi avant d'accorder à un étranger:

- f. L'assentiment à l'exercice d'une activité temporaire en dehors du canton qui lui a délivré l'autorisation frontalière.

²Les offices cantonaux de l'emploi examinent en principe, pour donner leur avis, les mêmes conditions que pour prendre la décision préalable à une autorisation. Pour l'exercice d'une activité lucrative en dehors du canton qui a délivré l'autorisation, l'autorité du marché du travail du deuxième canton peut se baser sur la décision préalable du canton qui a délivré l'autorisation.

Art. 50, let. d

Abrogé

II

La nouvelle version des appendices 1 à 3 figure en annexe.

III

La présente modification entre en vigueur le 1er novembre 1991.

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération

Le chancelier de la Confédération

Appendice 1

(art. 14 et 15)

¹Les nombres maximums des autorisations à l'année initiales permettant d'exercer une activité lucrative sont fixés à 17'000:

a. Nombres maximums pour les cantons: 12'000

Zurich	2'056	Schaffhouse	159
Berne	1'386	Appenzell Rh.-Ext.	160
Lucerne	580	Appenzell Rh.-Int.	43
Uri	70	Saint-Gall	606
Schwyz	228	Grisons	465
Unterwald-le-Haut	75	Argovie	730
Unterwald-le-Bas	56	Thurgovie	366
Glaris	115	Tessin	439
Zoug	166	Vaud	1'030
Fribourg	364	Valais	462
Soleure	361	Neuchâtel	396
Bâle-Ville	438	Genève	773
Bâle-Campagne	355	Jura	121

b. Nombre maximum pour la Confédération: 5'000

²Les nombres maximums sont valables du 1er novembre 1991 au 31 octobre 1992.

³S'ils ne sont pas encore épuisés, les nombres maximums, libérés conformément à la modification du 24 octobre 1990²⁾ de l'ordonnance du Conseil fédéral, peuvent encore être utilisés.

Appendice 2
(art. 18 et 19)

¹L'effectif maximum des saisonniers est fixé à 110'000 pour toute la Suisse; cet effectif ne devra être dépassé à aucun moment.

²Les nombres maximums des autorisations saisonnières sont fixés à 163'750 au total:

a. *Nombres maximums pour les cantons: 153'750*

Le nombre maximum de 153'750 pour les cantons est libéré jusqu'à concurrence de 138'375 ou 90%.

Zurich	13'668	Schaffhouse	691
Berne	15'200	Appenzell Rh.-Ext.	882
Lucerne	6'042	Appenzell Rh.-Int.	401
Uri	1'340	Saint-Gall	6'091
Schwyz	2'615	Grisons	22'837
Unterwald-le-Haut	1'765	Argovie	4'820
Unterwald-le-Bas	1'064	Thurgovie	2'965
Glaris	1'016	Tessin	8'281
Zoug	1'399	Vaud	12'737
Fribourg	2'626	Valais	15'167
Soleure	1'970	Neuchâtel	1'899
Bâle-Ville	2'299	Genève	7'655
Bâle-Campagne	2'037	Jura	908

b. *Nombre maximum pour la Confédération: 10'000*

Le nombre maximum de 10'000 n'est libéré que jusqu'à concurrence de 9'000.

³Les nombres maximums sont valables du 1er novembre 1991 au 31 octobre 1992.

⁴Les autorisations accordées à des saisonniers qui arrivent en Suisse après le 31 octobre 1991 sont imputées sur les nombres maximums de 1991/1992, même si les demandes ont été présentées et traitées avant cette date.

Appendice 3

(art. 20 et 21)

¹Les nombres maximums des autorisations pour des séjours de courte durée sont fixés à 18'000 au total:

a. *Nombres maximums pour les cantons: 11'000*

Zurich	1'855	Schaffhouse	146
Berne	1'271	Appenzell Rh.-Ext.	147
Lucerne	532	Appenzell Rh.-Int.	38
Uri	65	Saint-Gall	555
Schwyz	209	Grisons	426
Unterwald-le-Haut	69	Argovie	669
Unterwald-le-Bas	51	Thurgovie	335
Glaris	106	Tessin	402
Zoug	152	Vaud	944
Fribourg	334	Valais	423
Soleure	331	Neuchâtel	363
Bâle-Ville	401	Genève	709
Bâle-Campagne	326	Jura	111

b. *Nombre maximum pour la Confédération: 7'000*

²Les nombres maximums sont valables du 1er novembre 1991 au 31 octobre 1992.

³S'ils ne sont pas encore épuisés, les nombres maximums, libérés conformément à la modification du 24 octobre 1990³⁾ de l'ordonnance du Conseil fédéral, ne pourront plus être utilisés après le 31 octobre 1991.

Commentaires explicatifs des modifications apportées
à l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers (OLE)

Art. 3, 1er al., let. c et d Application limitée
de l'ordonnance

La modification de la lettre c institue l'égalité de traitement pour les conjoints étrangers lors de mariages mixtes. Ce principe découle de la modification du 23 mars 1990 de la loi sur la nationalité (RS 141.0). Ainsi, les conjoints étrangers d'un Suisse ou d'une Suissesse, de même que leurs enfants étrangers, sont mis, du point de vue du droit des étrangers, sur pied d'égalité.

La modification de la loi entrera probablement en vigueur le 1er janvier 1992. L'article 3, 1er alinéa, lettre c de l'OLE a donc été adapté en conséquence.

La lettre d est nouvelle; ce complément est également requis par la révision de la loi sur la nationalité. Une réintégration facilitée de la nationalité est prévue aux articles 21, 23 et 58, pour les anciens citoyens suisses. Elle suppose cependant une domiciliation en Suisse. Dans ses directives du 3 juillet 1990 concernant la révision de la loi sur la nationalité, le Département fédéral de justice et police a déjà procédé à une adaptation identique de la réglementation pour les étrangers.

Art. 8 Priorités pour le recrutement

Se référant au rapport du Conseil fédéral sur la politique à l'égard des étrangers et des réfugiés du 15 mai 1991 (FF 1991 III 316), une large majorité des milieux consultés estiment qu'il importe d'introduire, immédiatement et indépendamment de l'issue des négociations EEE, une priorité en faveur des ressortissants des Etats de la CE et de l'AELE. La modification apportée à l'article 8 participe donc d'une ouverture plus marquée à l'intégration européenne et de la décision récente du Conseil fédéral pour ce qui est du régime applicable aux travailleurs yougoslaves.

Le nouveau principe établi au 1er alinéa constitue le premier pas de la mise en oeuvre de la politique basée sur le modèle des trois cercles. Lorsqu'aucun Suisse ou étranger résidant n'est disponible pour un emploi déterminé, une autorisation de séjour, de quelque catégorie que ce soit, sera délivrée en premier lieu aux ressortissants des Etats de la CE et de l'AELE et, seulement en second lieu, aux citoyens d'Etats appartenant au groupe de pays de recrutement traditionnels.

Cette réglementation entend imprimer une nouvelle orientation au recrutement de travailleurs en ménageant une phase transitoire d'adaptation pour les employeurs.

L'alinéa 2 reprend, de manière distincte, le principe concernant les exceptions, qui figurait à l'ancien 1er alinéa et auquel s'est ajoutée la modification rendue nécessaire par la nouvelle teneur de l'article 21, 2e alinéa, lettre d qui prévoit des séjours de formation et de perfectionnement de 18 mois au maximum pour les ressortissants des Etats d'Europe centrale et orientale. Cette adaptation est nécessaire, car ces Etats n'appartiennent pas aux régions traditionnelles de recrutement.

Les cantons ont aussi la possibilité d'accorder - selon l'article 20, lettres a et c - des autorisations pour des séjours de perfectionnement à de jeunes étrangers d'Europe centrale et orientale. Compte tenu de l'esprit de coopération et d'aide qui a présidé à l'aménagement de ces possibilités de séjours, il ne sera en principe pas possible d'accorder à l'échéance de la première, une nouvelle autorisation en vertu de l'article 14 ou 15 OLE.

Les critères pour l'admission sont les mêmes que ceux retenus pour la Confédération, à l'article 21, 2e alinéa, lettre d. Les directives OFIAMT/OFE du 26 juillet 1990 concernant "l'engagement de stagiaires, d'étudiants et de travailleurs des pays d'Europe de l'Est" sont applicables par analogie. Les expériences ont montré l'importance d'un examen minutieux des demandes de la part des cantons. Le but de tels séjours est d'acquérir une formation ou un perfectionnement approprié dans la profession déjà apprise. Afin que le but visé soit assuré, un programme de travail et de perfectionnement adapté doit être mis au point dans chaque cas; de sa production et de sa validité dépendra la décision des autorités compétentes en matière d'autorisations.

L'alinéa 3 est également nouveau. Il reprend, mais plus strictement, pour les saisonniers, le même principe de la priorité des ressortissants des Etats de la CE et de l'AELE. Afin d'éviter des situations difficiles sur le plan humain et économique, cette priorité sera applicable seulement aux saisonniers venant travailler pour la première fois en Suisse. Des autorisations pourront être octroyées à des ressortissants d'autres pays de recrutement traditionnels seulement à titre exceptionnel.

L'alinéa 4 correspond à l'actuel alinéa 3.

L'alinéa 5 concernant les apprentis a recueilli l'approbation quasi unanime des milieux consultés. Il s'inscrit dans la même ligne que le 1er alinéa. Bien que la possibilité d'admettre des apprentis existe déjà, les cantons, en raison de leurs contingents limités, ont été le plus souvent contraints de refuser les demandes. Compte tenu du net relèvement des contingents d'autorisations à l'année, les cantons pourront désormais, dans les limites de l'article 14, examiner plus favorablement les requêtes en vue de la formation d'apprentis étrangers. Une partie des autorisations supplémentaires attribuées aux cantons devra donc être réservée à la formation professionnelle en entreprise. La nouvelle disposition limite cette possibilité aux ressortissants des Etats de l'AELE et de la CE: elle est donc dans la ligne d'ouverture européenne pour ce qui est de la formation professionnelle des jeunes.

La conclusion d'un contrat d'apprentissage ou de formation au sens de l'article 344 CO est nécessaire; il faudra également contrôler que les connaissances scolaires et linguistiques permettent d'assurer le succès de la formation.

Selon l'article 345, 2e alinéa CO, le représentant légal doit appuyer le maître d'apprentissage dans sa tâche de formation. Puisque l'apprenti peut être un mineur dont les parents ne peuvent pas véritablement assumer cette tâche du fait de leur éloignement à l'étranger, il conviendra de veiller à ce que les parents désignent une personne de confiance qui les remplace. L'apprenti bénéficiera ainsi d'un encadrement suffisant en dehors de l'école et de la place d'apprentissage. Les autorités du marché de l'emploi, mais surtout celles compétentes en matière de formation professionnelle qui doivent donner leur approbation aux contrats d'apprentissage, ont ici une responsabilité particulière.

Cette nouvelle possibilité doit permettre de donner une formation appropriée à un certain nombre de ressortissants étrangers qui souhaitent par la suite travailler dans notre pays. Cela leur sera possible du fait que leurs conditions de séjour sont réglées dès leur admission en Suisse.

Art. 13, let. o Exceptions

Le texte de la lettre o contient simplement une précision rédactionnelle. Les destinataires de cette disposition restent les enfants étrangers, qui sont entrés en Suisse avant l'âge de 21 ans et qui exercent une activité lucrative.

**Art. 15, 4e al, let. a Nombre maximum dont dispose
la Confédération**

Cette modification tient compte du développement de l'échange international de scientifiques et de professeurs. La nouvelle version constitue un élargissement de l'actuelle disposition, car elle reprend toutes les situations prévues à l'article 21, 3e alinéa, lettre b, pour les séjours de courte durée. L'extension à 18 mois du séjour ne suffit souvent pas à l'achèvement de projets de recherche déterminés. Comme les professeurs d'instituts de hautes écoles étrangères ne sont engagés que pour toute la durée d'une année scolaire, la récente prolongation à 18 mois des autorisations de courte durée est restée sans effet pour eux, alors que les engagements sont souvent renouvelés 2 à 3 fois.

Art. 19, 2e al., let. c Nombre maximum dont dispose
la Confédération (saisonniers)

Dans le but d'atténuer les différences régionales, l'OFIANT peut, selon cet article, attribuer globalement des unités de son contingent d'autorisations saisonnières aux cantons. Cela ne sera pas modifié. L'adaptation est uniquement de nature rédactionnelle.

Art. 21, 2e al., let. d Nombre maximum dont dispose
la Confédération (séjours de
courte durée)

Jusqu'ici, des séjours de formation et de perfectionnement pour des jeunes personnes d'Europe centrale et orientale n'étaient possibles que pour une durée de 4 mois au maximum, selon l'article 13, lettre d OLE. Cette possibilité est maintenue.

Une extension à 18 mois de la durée des séjours de formation et de perfectionnement est aujourd'hui possible. Le but de tels séjours est, comme déjà souligné plus haut, d'acquérir une formation ou un perfectionnement approprié dans la profession apprise. C'est la raison pour laquelle toutes les demandes doivent être fondées sur un programme de travail et de perfectionnement qui justifie la nécessité du séjour. Au demeurant, les remarques faites à l'article 8 sont valables (supra).

Cette nouvelle disposition se fonde essentiellement sur la pratique suivie jusqu'à présent pour les projets de la coopération au développement. Les séjours effectués par des ressortissants de pays d'Europe centrale et orientale doivent donc relever de projets de l'aide suisse au développement économique, technique ou scientifique. Dans certains

cas fondés, des projets de coopération d'organisations professionnelles peuvent être pris en considération, pour autant que ces mesures servent le même but et soient prises dans l'intérêt des deux parties et d'un commun accord.

Art. 23, 1er et 3e al. **Frontaliers**

La modification du 1er alinéa ne figurait pas dans l'avant-projet. Un grand nombre de milieux consultés, et en particulier les cantons frontaliers, ont cependant demandé une plus large compétence en matière de prolongation de cette catégorie d'autorisations. Le principe selon lequel chaque prolongation devait être limitée à une année a donc été abrogé. Pour les frontaliers on pourra donc retenir, par analogie, le principe fixé à l'article 5, 1er alinéa LSEE, à savoir "L'autorisation de séjour est toujours limitée; en règle générale, elle ne dépassera pas une année, la première fois. Elle peut être conditionnelle". Il est bien évident que le frontalier ne va pas acquérir pour autant un droit au placement, mais cette mesure contribue à la consolidation de son statut car, en cas de perte d'emploi, sa propre recherche sera facilitée et les autorités compétentes pourront lui réserver une priorité par rapport à de nouveaux frontaliers ou travailleurs en provenance de l'étranger.

La modification prévue vise la simplification et ainsi l'accélération de la procédure en matière d'assentiment à l'exercice d'une activité temporaire de frontaliers hors de la zone frontalière. L'article 43, 1er alinéa, lettre f et 2e alinéa est déterminant. L'approbation à l'exercice d'une activité d'un frontalier hors du canton qui a accordé la première autorisation s'effectue par un simple avis, s'appuyant sur la décision préalable. Le deuxième canton peut d'ailleurs se baser sur le dossier et les conclusions du

canton qui a délivré l'autorisation. La compétence d'approbation de l'OFIAMI est abrogée (voir article 50, lettre d).

D'un point de vue matériel, les dispositions actuelles restent en principe applicables. Des exceptions peuvent être accordées pour des engagements urgents ou imprévisibles aux fins de réparations, de montages, pour des activités temporaires dans des filiales ou pour les transports. Le frontalière devra néanmoins, comme par le passé, être employé de manière régulière et durable dans une entreprise de la zone frontalière dans laquelle se déroulera l'essentiel de son activité.

**Art. 43, 1er al., let. f et 2e al. Avis en matière
d'autorisations**

La modification apportée à l'article 43 est le complément à la nouvelle réglementation de l'article 23, 3e alinéa. Elle devrait permettre aux cantons, lors de l'avis quant à l'exercice d'une activité lucrative hors du canton qui a délivré l'autorisation, d'appliquer une procédure d'approbation rapide et simplifiée.

Art. 50. let. d OFIAMI

Cette disposition est abrogée. L'approbation est donnée à l'avenir par le canton, sur le territoire duquel l'activité temporaire est exercée (cf l'article 23, 3e alinéa).

Réglementation pour les étrangers 1991/92; synoptique

Modifications matérielles et administratives

Priorité pour le recrutement

- Lors de l'octroi d'autorisations initiales, priorité de principe réservée aux saisonniers et autres travailleurs ressortissants de pays de la CE et de l'AELE

Simplifications pour les frontaliers

- Transfert aux cantons de la compétence en matière d'assentiment à l'exercice d'une activité temporaire hors de la zone frontalière
- Possibilité de prolongation plus longue de l'autorisation frontalière après la première année

Possibilités accrues pour la formation professionnelle de jeunes ressortissants des Etats de l'AELE et la CE

- Augmentation des contingents cantonaux pour l'admission de jeunes ressortissants des Etats de l'AELE et la CE qui viennent effectuer un apprentissage ou acquérir une formation dans les professions de la santé

Séjours de perfectionnement de 18 mois, avec un stage pratique, pour des ressortissants de pays d'Europe centrale et orientale

- Sur la base d'un programme de perfectionnement fixé à l'avance, dans le cadre de projets de l'aide suisse au développement économique et technique

Extension de la durée des séjours pour des spécialistes occupés par des établissements étrangers d'enseignement supérieur ou des instituts de recherche

- Jusqu'à 4 ans

Procédure d'approbation simplifiée pour un changement temporaire de canton

- L'avis peut se baser sur la décision préalable du canton qui a accordé l'autorisation

Report des contingents non utilisés d'annuels

- La totalité du solde et non plus le cinquième

<u>Nombres maximums libérés</u>	<u>1990/91</u>	<u>1991/92</u>	<u>Différence</u>
Annuels	12'006	<u>17'000</u>	<u>+ 4'994</u>
- Cantons	8'006	12'000	+ 3'994
- Ofiamt	4'000	5'000	+ 1'000
Saisonniers - libérés	162'750	<u>147'375</u>	<u>- 15'375</u>
- Cantons	153'750	138'375	- 15'375
- Ofiamt	9'000	9'000	-
Courte durée	15'002	<u>18'000</u>	<u>+ 2'998</u>
- Cantons	9'002	11'000	+ 1'998
- Ofiamt	6'000	7'000	+ 1'000

Modifications par rapport au projet soumis en consultation

Ausländerregelung 10.1991
Réglementation pour les étrangers
Disciplinamento per gli stranieri
1991 / 92

Freigegebene Höchstzahlen
Kontingentsperiode November 1991 - Oktober 1992

Nombre maximums libérés

Période novembre 1991 - octobre 1992

Numeri massimi liberati

periodo novembre 1991 - ottobre 1992

Kanton	Erstmalige Jahresbewilligungen			Saison- bewilligungen			Kurzaufenthalter- bewilligungen		
Canton	autorisations à l'année initiales			autorisations saisonnnières			autorisations pour des séjours de courte durée		
Cantone	Permessi di dimora			Permessi stagionali			Permessi temporanei		
Sub- Total	1990	1991	+/-	1990	1991	+/-	1990	1991	+/-
	8'006	12'000	3'994	153'750	138'375	-15'375	9'002	11'000	1'998
SH	1'372	2'056	684	15'187	13'668	- 1'519	1'544	1'885	341
SE	925	1'386	461	16'890	15'200	- 1'690	1'041	1'271	230
LU	387	580	193	6'714	6'042	- 672	436	532	96
UR	47	70	23	1'489	1'340	- 149	53	65	12
SE	152	228	76	2'905	2'615	- 290	171	209	38
OW	50	75	25	1'961	1'765	- 196	57	69	12
NW	37	56	19	1'182	1'064	- 118	42	51	9
GL	77	115	38	1'129	1'016	- 113	86	106	20
SG	111	166	55	1'554	1'399	- 155	125	152	27
FR	243	364	121	2'918	2'626	- 292	274	334	60
SO	241	361	120	2'189	1'970	- 219	271	331	60
BS	292	438	146	2'554	2'299	- 255	329	401	72
BL	237	355	118	2'263	2'037	- 226	267	326	59
SH	106	159	53	768	691	- 77	119	146	27
AR	107	160	53	980	882	- 98	114	147	33
AI	28	43	15	445	401	- 44	30	38	8
SG	404	606	202	6'768	6'091	- 677	454	555	101
GR	310	465	155	25'374	22'837	- 2'537	349	426	77
AG	487	730	243	5'356	4'820	- 536	548	669	121
TS	244	366	122	3'294	2'965	- 329	275	335	60
TI	293	439	146	9'201	8'281	- 920	329	402	73
VD	687	1'030	343	14'152	12'737	- 1'415	773	944	171
VS	308	462	154	16'852	15'167	- 1'685	346	423	77
NE	264	396	132	2'110	1'899	- 211	297	363	66
GE	516	773	257	8'506	7'655	- 851	581	709	128
JU	81	121	40	1'009	908	- 101	91	111	20
BEA	4'000	5'000	1'000	9'000	9'000	0	6'000	7'000	1'000
Total	12'006	17'000	4'994	162'750	147'375	-15'375	15'002	18'000	2'998

Ordonnance limitant le nombre des étrangers (OLE)

Modification du

Le Conseil fédéral suisse arrête:

I

L'Ordonnance du 6 octobre 1986 limitant le nombre des étrangers est modifiée comme il suit:

Art. 3, 1er al., let. c et d

¹Seuls les articles 9 à 11 et les chapitres 5 à 7 sont applicables aux catégories d'étrangers ci-après:

c. Aux conjoints étrangers de Suisses ou de Suisses-ses, ainsi qu'à leurs enfants;

d. Aux anciens citoyens suisses.

Ordonnance limitant le nombre des étrangers (OLE)

du 6 octobre 1986 (modification du 24 octobre 1990)

Le Conseil fédéral suisse arrête:

Art. 3 Application limitée de l'ordonnance

¹Seuls les articles 9 à 11 et les chapitres 5 à 7 sont applicables aux catégories d'étrangers ci-après:

c. A l'époux étranger d'une Suisseuse et aux enfants étrangers d'un Suisse ou d'une Suisseuse.

Art. 8 Priorité pour le recrutement

¹Une autorisation initiale sera accordée en premier lieu aux travailleurs ressortissants d'Etats de l'Association Européenne de Libre Echange (AELE) et de la Communauté Européenne (CE) et en second lieu, aux travailleurs ressortissants d'autres pays où le recrutement se fait traditionnellement.

²En prenant des décisions préalables à l'octroi d'autorisations (art.42), les offices de l'emploi peuvent admettre des exceptions à l'alinéa 1 lorsqu'il s'agit de:

- a. personnel qualifié et que des motifs particuliers justifient une exception;
- b. personnes qui suivent un programme de perfectionnement dans le cadre de projets de l'aide suisse au développement économique et technique.

³Une première autorisation saisonnière sera accordée en principe seulement à des ressortissants d'Etats de l'Association Européenne de Libre Echange (AELE) et de la Communauté Européenne (CE), et seulement à titre exceptionnel à des ressortissants d'autres pays de recrutement traditionnel.

⁴Une autorisation pour frontalier ne sera accordée en règle générale qu'à des ressortissants des Etats voisins.

⁵Une autorisation pour apprentis ne sera accordée qu'à des ressortissants des Etats de l'Association Européenne de Libre Echange (AELE) et de la Communauté Européenne (CE).

Art. 8 Régions de recrutement

¹Le recrutement de personnes venant pour la première fois travailler à l'année ou pour une courte période doit s'effectuer en premier lieu dans les pays où il se fait traditionnellement. En prenant des décisions préalables à l'octroi d'autorisations (art.42), les offices de l'emploi peuvent admettre des exceptions:

- a. Lorsqu'il s'agit de personnel qualifié et que des motifs particuliers justifient une exception;
- b. Lorsqu'il s'agit de ressortissants de pays en développement venant dans le cadre de programmes d'aide au développement.

²Les autorisations saisonnières ne seront accordées qu'à des ressortissants des pays de recrutement traditionnels.

³Les autorisations frontalières ne seront octroyées en principe qu'à des ressortissants des Etats limitrophes.

Art. 13, let. o

Ne sont pas comptés dans les nombres maximums:

- o. Le conjoint qui vit en ménage commun et les enfants admis avant l'âge de 21 ans au titre du regroupement familial des personnes désignées à la lettre n, respectivement à l'art. 4, 1er al, let. a-c, lorsqu'ils exercent une activité lucrative exigeant une autorisation de police des étrangers;

Art. 15, 4e al, let. a

⁴Lorsqu'il s'agit d'activités d'une durée limitée, l'OFIANT peut prendre des décisions pour des autorisations de séjour d'une durée limitée en faveur:

- a. De dirigeants et spécialistes très qualifiés employés en Suisse à titre temporaire par des établissements étrangers d'enseignement supérieur ou des instituts de recherche ou qui sont indispensables à l'exécution d'un mandat inhabituel au sein d'une entreprise.

Art. 13 Exceptions

Ne sont pas comptés dans les nombres maximums:

- o. Le conjoint et les enfants célibataires âgés de moins de 21 ans des personnes désignées à la lettre n, s'ils font ménage commun avec elles et qu'ils exercent une activité lucrative exigeant une autorisation de police des étrangers.

Art. 15 Nombre maximum dont dispose la Confédération

⁴Lorsqu'il s'agit d'activités d'une durée limitée, l'OFIANT peut prendre des décisions pour des autorisations de séjour d'une durée limitée en faveur:

- a. De dirigeants et spécialistes très qualifiés indispensables pour un projet concret et important ou un mandat inhabituel;

Art. 19, 2e al., let. c

2 L'OFIANT peut prendre des décisions valables pour des autorisations saisonnières en les imputant sur ce nombre:

- c. En faveur avant tout de cantons dotés d'un faible contingent, dans le but d'atténuer des différences régionales, et en premier lieu pour répondre à des fluctuations temporaires d'origine structurelle de la demande.

Art. 21, 2e al., let. d

2 L'OFIANT peut, en les imputant sur ce nombre, prendre des décisions valables pour des autorisations servant à des séjours de perfectionnement de dix-huit mois au maximum, en faveur:

- d. De personnes qui suivent un programme de perfectionnement dans le cadre de projets de l'aide suisse au développement économique et technique.

Art. 19 Nombre maximum dont dispose la Confédération

2 L'OFIANT peut prendre des décisions valables pour des autorisations saisonnières en les imputant sur ce nombre:

- c. Dans le but d'atténuer des différences régionales, en premier lieu pour répondre à des fluctuations de la demande, de caractère temporaire mais d'origine structurelle, avant tout dans les cantons dotés d'un faible contingent.

Art. 21 Nombres maximums dont disposent les cantons

2 L'OFIANT peut, en les imputant sur ce nombre, prendre des décisions valables pour des autorisations servant à des séjours de perfectionnement de dix-huit mois au maximum, en faveur:

- d. De ressortissants de pays en développement qui sont placés dans une entreprise dans le cadre d'un programme de développement pour perfectionner leurs connaissances professionnelles;

Art. 23, 1er et 3e al.

¹Celui qui veut exercer une activité lucrative en tant que frontalier doit requérir une autorisation pour frontalier. La première autorisation est accordée pour un an au plus.

³Les frontaliers ne peuvent exercer une activité lucrative que dans la zone frontalière et doivent retourner chaque jour à leur domicile. Une activité temporaire en dehors de la zone frontalière peut être autorisée par le canton concerné (art. 43, 1er al., let. f), lorsque le frontalier a un engagement ferme et régulier dans une entreprise sise en zone frontalière.

Art. 43, 1er al., let. f et 2e al.

¹Les autorités cantonales de police des étrangers demandent l'avis de l'office cantonal de l'emploi avant d'accorder à un étranger:

f. L'assentiment à l'exercice d'une activité temporaire en dehors du canton qui lui a délivré l'autorisation frontalière.

²Les offices cantonaux de l'emploi examinent en principe, pour donner leur avis, les mêmes conditions que pour prendre la décision préalable à une autorisation. Pour l'exercice d'une activité lucrative en dehors du canton qui a délivré l'autorisation, l'autorité du marché du travail du deuxième canton peut se baser sur la décision préalable du canton qui a délivré l'autorisation.

Art. 23 Autorisations

¹Celui qui veut exercer une activité lucrative en tant que frontalier doit requérir une autorisation pour frontalier. La première autorisation est accordée pour un an au plus. Elle peut être prolongée chaque fois pour une année au plus, à moins qu'un accord avec l'Etat voisin concerné en ait convenu autrement.

³Les frontaliers ne peuvent exercer une activité lucrative que dans la zone frontalière et doivent retourner chaque jour à leur domicile. L'OFIANT peut autoriser, à titre exceptionnel, une activité temporaire et de durée limitée en dehors de la zone frontalière, lorsque le frontalier a un engagement ferme et régulier dans une entreprise sise en zone frontalière.

Art. 43 Avis en matière d'autorisation

¹Les autorités cantonales de police des étrangers demandent l'avis de l'office cantonal de l'emploi avant d'accorder à un étranger:

²Les offices cantonaux de l'emploi examinent, pour donner leur avis, les mêmes conditions que pour prendre la décision préalable à une autorisation.

Art. 50, let. d

d. Abrogé

II

La nouvelle version des appendices 1 à 3 figure en annexe.

III

La présente modification entre en vigueur le 1er novembre 1991.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le président de la Confédération

Le chancelier de la Confédération

Art. 50 OFIAMI

L'OFIAMI est compétent en matière de :

d. Décisions préalables à l'octroi d'autorisations (art. 42);

¹ Les nombres maximums des autorisations à l'année initiales permettant d'exercer une activité lucrative sont fixés à 17'000:

a. Nombres maximums pour les cantons: 12'000

Zurich	2'056	Schaffhouse	159
Berne	1'386	Appenzell Rh.-Ext.	160
Lucerne	580	Appenzell Rh.-Int.	43
Uri	70	Saint-Gall	606
Schwyz	228	Grisons	465
Unterwald-le-Haut	75	Argovie	730
Unterwald-le-Bas	56	Thurgovie	366
Glaris	115	Tessin	439
Zoug	166	Vaud	1'030
Fribourg	364	Valais	462
Soleure	361	Neuchâtel	396
Bâle-Ville	438	Genève	773
Bâle-Campagne	355	Jura	121

b. Nombre maximum pour la Confédération: 5'000

² Les nombres maximums sont valables du 1er novembre 1991 au 31 octobre 1992.

³ S'ils ne sont pas encore épuisés, les nombres maximums, libérés conformément à la modification du 24 octobre 1990 de l'ordonnance du Conseil fédéral, peuvent encore être utilisés.

¹ Les nombres maximums des autorisations à l'année initiales permettant d'exercer une activité lucrative sont fixés à 12'006 au total:

a. Nombres maximums pour les cantons: 8'006

Zurich	1'372	Schaffhouse	106
Berne	925	Appenzell Rh.-Ext.	107
Lucerne	387	Appenzell Rh.-Int.	28
Uri	47	Saint-Gall	404
Schwyz	152	Grisons	310
Unterwald-le-Haut	50	Argovie	487
Unterwald-le-Bas	37	Thurgovie	244
Glaris	77	Tessin	293
Zoug	111	Vaud	687
Fribourg	243	Valais	308
Soleure	241	Neuchâtel	264
Bâle-Ville	292	Genève	516
Bâle-Campagne	237	Jura	81

b. Nombre maximum pour la Confédération: 4'000

² Les nombres maximums sont valables du 1er novembre 1990 au 31 octobre 1991.

³ S'ils ne sont pas encore épuisés, les nombres maximums, libérés conformément à la modification du 16 mai 1990 de l'ordonnance du Conseil fédéral, peuvent encore être utilisés jusqu'à concurrence d'un cinquième du solde disponible.

Appendice 2
(art. 18 et 19)

¹L'effectif maximum des saisonniers est fixé à 110'000 pour toute la Suisse; cet effectif ne devra être dépassé à aucun moment.

²Les nombres maximums des autorisations saisonnières sont fixés à 163'750 au total:

a. Nombres maximums pour les cantons: 153'750

Le nombre maximum de 153'750 pour les cantons est libéré jusqu'à concurrence de 138'375 ou 90%.

Zurich	13'668	Schaffhouse	691
Berne	15'200	Appenzell Rh.-Ext.	882
Lucerne	6'042	Appenzell Rh.-Int.	401
Uri	1'340	Saint-Gall	6'091
Schwyz	2'615	Grisons	22'837
Unterwald-le-Haut	1'765	Argovie	4'820
Unterwald-le-Bas	1'064	Thurgovie	2'965
Glaris	1'016	Tessin	8'281
Zoug	1'399	Vaud	12'737
Fribourg	2'626	Valais	15'167
Soleure	1'970	Neuchâtel	1'899
Bâle-Ville	2'229	Genève	7'655
Bâle-Campagne	2'037	Jura	908

b. Nombre maximum pour la Confédération: 10'000

Le nombre maximum de 10'000 n'est libéré que jusqu'à concurrence de 9'000.

³Les nombres maximums sont valables du 1er novembre 1991 au 31 octobre 1992.

⁴Les autorisations accordées à des saisonniers qui arrivent en Suisse après le 31 octobre 1991 sont imputées sur les nombres maximums de 1991/1992, même si les demandes ont été présentées et traitées avant cette date.

Appendice 2
(art. 18 et 19)

¹L'effectif maximum des saisonniers est fixé à 110'000 pour toute la Suisse; cet effectif ne devra être dépassé à aucun moment.

²Les nombres maximums des autorisations saisonnières sont fixés à 163'750 au total:

a. Nombres maximums pour les cantons: 153'750

Zurich	15'187	Schaffhouse	768
Berne	16'890	Appenzell Rh.-Ext.	980
Lucerne	6'714	Appenzell Rh.-Int.	445
Uri	1'489	Saint-Gall	6'768
Schwyz	2'905	Grisons	25'374
Unterwald-le-Haut	1'961	Argovie	5'356
Unterwald-le-Bas	1'182	Thurgovie	3'294
Glaris	1'129	Tessin	9'201
Zoug	1'554	Vaud	14'152
Fribourg	2'918	Valais	16'852
Soleure	2'189	Neuchâtel	2'110
Bâle-Ville	2'554	Genève	8'506
Bâle-Campagne	2'263	Jura	1'009

b. Nombre maximum pour la Confédération: 10'000

Le nombre maximum de 10'000 n'est libéré que jusqu'à concurrence de 9'000.

³Les nombres maximums sont valables du 1er novembre 1990 au 31 octobre 1991.

⁴Les autorisations accordées à des saisonniers qui arrivent en Suisse après le 31 octobre 1990 sont imputées sur les nombres maximums de 1990/1991, même si les demandes ont été présentées et traitées avant cette date.

¹ Les nombres maximums des autorisations pour des séjours de courte durée sont fixés à 18'000 au total:

a. Nombres maximums pour les cantons: 11'000

Zurich	1'855	Schaffhouse	146
Berne	1'271	Appenzell Rh.-Ext.	147
Lucerne	532	Appenzell Rh.-Int.	38
Uri	65	Saint-Gall	555
Schwyz	209	Grisons	426
Unterwald-le-Haut	69	Argovie	669
Unterwald-le-Bas	51	Thurgovie	335
Glaris	106	Tessin	402
Zoug	152	Vaud	944
Fribourg	334	Valais	423
Soleure	331	Neuchâtel	363
Bâle-Ville	401	Genève	709
Bâle-Campagne	326	Jura	111

b. Nombre maximum pour la Confédération: 7'000

² Les nombres maximums sont valables du 1er novembre 1991 au 31 octobre 1992.

³ S'ils ne sont pas encore épuisés, les nombres maximums, libérés conformément à la modification du 24 octobre 1990 de l'ordonnance du Conseil fédéral, ne pourront plus être utilisés après le 31 octobre 1991.

¹ Les nombres maximums des autorisations pour des séjours de courte durée sont fixés à 15'002 au total:

a. Nombres maximums pour les cantons: 9'002

Zurich	1'544	Schaffhouse	119
Berne	1'041	Appenzell Rh.-Ext.	114
Lucerne	436	Appenzell Rh.-Int.	30
Uri	53	Saint-Gall	454
Schwyz	171	Grisons	349
Unterwald-le-Haut	57	Argovie	548
Unterwald-le-Bas	42	Thurgovie	275
Glaris	86	Tessin	329
Zoug	125	Vaud	773
Fribourg	274	Valais	346
Soleure	271	Neuchâtel	297
Bâle-Ville	329	Genève	581
Bâle-Campagne	267	Jura	91

b. Nombre maximum pour la Confédération: 6'000

² Les nombres maximums sont valables du 1er novembre 1990 au 31 octobre 1992.

³ S'ils ne sont pas encore épuisés, les nombres maximums, libérés conformément à la modification du 18 octobre 1989 de l'ordonnance du Conseil fédéral et destinés à l'octroi d'autorisations de courte durée, ne pourront plus être utilisés après le 31 octobre 1991.

Berne, septembre 1991

Ordonnance limitant le nombre des étrangers
Réglementation de la main-d'oeuvre étrangère 1991/92

Rapport sur les résultats de la procédure de consultation

Ont participé à la procédure de consultation, les cantons, les partis gouvernementaux ainsi que les organisations faïtières patronales et syndicales. Quelques autres associations également ont fait part de leur avis.

L'ensemble des intervenants approuvent, avec il est vrai l'une ou l'autre réserve, dans ses principes, le projet de modification présenté; l'essentiel des remarques a porté sur l'ouverture contrôlée du marché du travail suisse à l'Europe.

La majorité des instances consultées juge l'ouverture envers les Etats de la CE et de l'AELE absolument indispensable et ceci indépendamment de l'avancement des négociations EEE. De l'avis de plusieurs cantons et des milieux patronaux, le projet d'ordonnance répond aux besoins de notre économie qui, en dépit du ralentissement de la croissance et de l'augmentation du chômage, a toujours un besoin constant de personnel étranger qualifié. Notamment les cantons de Berne et de Bâle-Ville, le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, l'Union centrale des associations patronales, l'Union suisse des paysans et les organisations de l'hôtellerie et de la restauration se prononcent en faveur d'une libéralisation plus poussée vis-à-vis des pays d'Europe occidentale.

Se référant au rapport du Conseil fédéral sur la politique à l'égard des étrangers et des réfugiés de ce printemps, en particulier les cantons d'Obwald et de Vaud ainsi que l'Union centrale des associations patronales appellent une nouvelle conception de la politique suisse à l'égard des étrangers. De nombreux cantons, l'Association des offices suisses du travail et l'Union syndicale suisse mettent en garde contre les conséquences, sur le plan économique et humain, d'une éventuelle exclusion de la Yougoslavie du cercle des pays traditionnels de recrutement. Compte tenu de la présence importante de la main-d'oeuvre yougoslave dans certaines régions et branches, seule une formule à moyen terme est jugée adaptée à la solution de ce problème.

L'Union démocratique du centre, la Fédération des Sociétés suisses d'employés et l'Association écologie et population constatent qu'il n'est pratiquement plus question de stabiliser le nombre des étrangers en Suisse. Le Parti radical-démocratique, l'Union centrale des organisations patronales et la Confédération des syndicats chrétiens continuent à réclamer une séparation stricte entre la politique des étrangers et la politique d'asile. A ce propos, Schaffhouse et Fribourg critiquent le fait qu'un nombre croissant de demandeurs d'asile se voient octroyer des "permis humanitaires", et soient ainsi avantagés, sur le plan juridique, par rapport aux travailleurs étrangers recrutés régulièrement.

Les modifications matérielles concernent principalement les contingents qui ont été relevés. Les nouveaux nombres n'ont dans l'ensemble pas soulevé d'opposition. La possibilité d'autoriser des séjours de formation et de perfectionnement de 18 mois pour des ressortissants des pays d'Europe centrale et orientale n'a de même guère suscité d'objections. La majorité des intervenants ne souhaitent pas une ouverture plus marquée à l'égard de ces pays ou l'estiment prématurée. Les socialistes, les associations de travailleurs ainsi que les organisations religieuses et caritatives demandent que l'on veille à ce que ces séjours revêtent

effectivement un caractère de formation et que l'on prévienne, par des directives appropriées, de possibles abus dans les branches structurellement faibles.

Par contre, le fait de limiter les possibilités d'apprentissage aux seuls ressortissants des Etats de la CE et de l'AELE est approuvé à la quasi-unanimité. Le Parti démocrate-chrétien et la Fédération des syndicats chrétiens souhaitent une politique d'admission plus généreuse, indépendante de la nationalité, à l'égard des étrangers ayant séjourné antérieurement en Suisse. Si tous les milieux saluent les efforts d'intégration européenne dans le domaine de la formation professionnelle, d'aucuns soulignent qu'une telle intégration comporte une immense responsabilité sociale et demandent, en conséquence, une politique d'admission prudente. Les cantons de Berne, des Grisons et de Thurgovie, l'Union suisse des arts et métiers, l'Union suisse des paysans et les milieux hospitaliers préconisent d'exclure les apprentis des mesures de contingentement; le Parti démocrate-chrétien, l'Union suisse des associations d'employés et les milieux hôteliers proposent de créer un contingent spécial. Zurich et Soleure ainsi que l'Association écologie et population sont opposés, pour des motifs économiques et sociaux, au recrutement d'apprentis. Divers cantons et l'Association des offices suisses du travail soulignent que cette mesure ne suffira pas à résoudre l'actuelle pénurie d'apprentis.

L'extension de la durée des permis de séjour pour le personnel spécialisé travaillant à titre temporaire dans des établissements étrangers d'enseignement supérieur et des instituts de recherche est, de manière générale, jugée utile et nécessaire. Cela facilitera l'échange international d'experts en allant dans le sens d'un rapprochement avec l'Europe et de l'internationalisation croissante qui marque également le monde scientifique. Les cantons de Lucerne, d'Uri, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et du Valais proposent même de renoncer à toute limitation temporelle de ces autorisations à l'année.

Les cantons approuvent le fait de transférer au canton concerné la compétence d'autoriser un frontalier à travailler temporairement hors de la zone frontalière car cela simplifiera et donc accélérera la procédure. Lucerne, Uri, Bâle-Campagne, Schaffhouse, Appenzell Rh.-Ext., St-Gall, le Tessin, le Jura et l'Association des offices suisses du travail souhaiteraient que cette simplification aille plus loin encore. Partant du constat que de telles missions temporaires hors du canton frontalier deviennent, avec les structures économiques actuelles, de plus en plus fréquemment nécessaires, ils proposent que l'autorisation en soit donnée par le canton qui a délivré l'autorisation frontalière. Cinq cantons, le Parti radical-démocratique, le Parti démocrate-chrétien et les associations patronales suggèrent, à titre de pas vers la libre circulation des personnes, diverses libéralisations matérielles telles que l'extension des zones frontalières ou l'octroi d'autorisations de plus longue durée.

Les adaptations formelles et rédactionnelles découlent pour une part des modifications matérielles; dans l'ensemble, elles ont été bien accueillies.

La proposition d'augmenter de 2'000 unités, c'est-à-dire à 10'000 les contingents cantonaux pour les autorisations à l'année et celle de maintenir le contingent fédéral au niveau actuel de 4'000 unités, a été bien accueillie surtout par les cantons. Ils estiment qu'il leur sera ainsi possible de mieux réaliser les objectifs qualitatifs de leur politique du marché du travail. Nombre d'entre eux doutent cependant que ce relèvement modeste suffise à résoudre les problèmes de relève ou à assainir les structures saisonnières. Berne, Nidwald, Bâle-Ville, St-Gall, le Tessin, le Parti radical-démocratique, le Parti démocrate-chrétien et surtout les représentants des employeurs, jugent cette augmentation trop faible au moment où l'on envisage justement d'ouvrir plus largement le marché de l'emploi aux travailleurs qualifiés ressortissants des Etats de la CE et de l'AELE et d'abolir à moyen terme le statut de saisonnier.

Selon eux, il faudrait porter les contingents actuels à 20'000 unités. Par ailleurs, Berne, Argovie et le Valais demandent que la clé de répartition mise au point l'an dernier, et appliquée jusqu'ici à une partie seulement des contingents, serve désormais à la répartition de leur totalité; le canton de Vaud par contre s'y oppose.

La possibilité de reporter la totalité du solde du contingent d'annuels non utilisé sur la période suivante intéresse au premier chef les cantons, qui estiment que leur pratique d'admission sera ainsi facilitée.

La fixation de nouveaux contingents d'autorisations de courte durée - 9'000 unités, comme l'an dernier, pour les cantons mais 7'000, soit 1'000 unités de plus pour la Confédération - n'a pas rencontré d'opposition. Au contraire, comme pour les autorisations annuelles, pratiquement les mêmes milieux réclament, également pour cette catégorie, un relèvement à 20'000 unités. La réalisation de projets de coopération économique et technique avec les pays d'Europe centrale et orientale représente, de l'avis général, une formule appropriée d'aide.

Plusieurs cantons ainsi que les partis et les associations approuvent fondamentalement le maintien des contingents saisonniers cantonaux à 153'750 unités et la libération de 5'000 unités seulement du contingent de la Confédération. Quelques cantons sont par contre beaucoup moins satisfaits de leurs propres contingents jugés, par certains, trop bas. Plusieurs partis, tout comme les associations, estiment que la libération de 5'000 unités seulement du contingent fédéral ne constitue qu'un petit pas vers l'assainissement du statut de saisonnier. Le Parti démocrate-chrétien, le Parti socialiste, l'Alliance des indépendants et l'Union syndicale se déclarent insatisfaits par cette mesure jugée trop timide du fait de l'incompatibilité du statut de saisonnier, sous sa forme actuelle, avec l'évolution européenne. Quelques cantons, dont l'économie est particulièrement tributaire de la main-d'oeuvre saisonnière, aimeraient qu'on applique entièrement la nouvelle clé de répartition.

OFFICE FEDERAL DE L'INDUSTRIE
DES ARTS ET METIERS ET DU TRAVAIL

OFFICE FEDERAL
DES ETRANGERS

Berne, le octobre 1991

Aux

- départements cantonaux
 dont relève le marché
 de l'emploi
 - directions cantonales
 de police
-

Réglementation pour les étrangers 1991/92;
Modification partielle de l'Ordonnance du Conseil fédéral
limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986

Mesdames,
Messieurs,

Par la présente, nous vous communiquons que la modification partielle de l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers a été adoptée. Elle entrera en vigueur le 1er novembre 1991.

1. Appréciation globale de la consultation

Sans remettre en question le principe fondamental de la limitation à long terme du nombre total des étrangers, les milieux consultés, à une très large majorité, se sont prononcés plus clairement que par le passé en faveur d'une franche ouverture au processus d'intégration européenne. La nécessité pour la Suisse de s'adapter progressivement, mais sans tarder, aux mutations en cours est largement reconnue.

Malgré les sérieuses difficultés inhérentes à la situation en Yougoslavie, la question de son exclusion du groupe des pays de recrutement traditionnels doit être examinée et décidée, de l'avis d'un certain nombre d'interlocuteurs, selon une formule à moyen terme qui prenne dûment en compte les aspects économiques et humains.

L'avant-projet, eu égard aux assouplissements qu'il proposait, a recueilli l'approbation d'une très large majorité des milieux consultés.

La teneur détaillée des réponses est consignée dans le rapport sur la consultation ci-joint.

2. Principes et contenu de la révision

Prenant en considération la situation tant sur le plan intérieur qu'international, la révision s'est inscrite dans une ligne d'ouverture, modérée par les impératifs politiques de la politique de limitation, l'incertitude de l'évolution économique et la nécessité de ménager de manière optimale la transition à un système le plus conforme possible à la réalité européenne.

L'essentiel des modifications contenues dans l'avant-projet ont été adoptées. La proposition concernant les nombres maximums a été réexaminée à la lumière des résultats de la consultation. Les principes réglant le recrutement des travailleurs ont été revus en fonction de la situation internationale et des objectifs de la politique à l'égard des étrangers définis dans le rapport du Conseil fédéral du 15 mai 1991.

3. Libération des nombres maximums cantonaux

Malgré l'incertitude de la conjoncture économique et les ajustements structurels, réducteurs d'emplois mais néanmoins nécessaires pour assurer la compétitivité des entreprises, il ne fait pas de doute que plusieurs secteurs d'activité devront continuer de recourir fortement au personnel étranger. Il faut en outre avoir conscience du fait que la prochaine libéralisation totale du marché européen tendra à stimuler la mobilité intracommunautaire au détriment d'autres pays, dont le nôtre. Il s'agit donc d'accroître dès

avant cette échéance, l'attractivité de notre marché du travail en augmentant les possibilités de séjours à l'année qui offrent aux travailleurs étrangers les meilleures garanties d'équité. Il importe d'autre part d'engager sans tarder le processus d'assainissement des structures saisonnières afin qu'il puisse être réalisé progressivement de manière à atténuer le risque d'une déstabilisation du marché de l'emploi.

Compte tenu de ces considérations, la proposition initiale concernant les autorisations à l'année et de courte durée a été revue à la hausse et les nombres maximums finalement libérés pour les cantons s'élèveront à 12.000 (+ 4.000 env.) pour la première catégorie et à 11.000 (+ 2.000) pour la seconde. Aux premiers s'ajoutera le solde des contingents non utilisés dont la totalité pourra être reportée. Comme suite logique, la proposition concernant les nombres pour les saisonniers a été réexaminée et il a été décidé de surseoir à leur libération totale. Ces contingents, tout en restant fixés au niveau actuel, seront libérés jusqu'à concurrence de 90% ou de 138.375 unités.

4. Libération des nombres maximums de la Confédération

La libération totale du contingent fédéral pour les autorisations à l'année, fixé dès 1989 à 4.000 unités, a permis de répondre aux exigences de mobilité du personnel qualifié et très qualifié qui assure la compétitivité des entreprises travaillant dans les secteurs de pointe les plus confrontés à la concurrence internationale. Si les efforts entrepris sur le plan multilatéral et au niveau mondial aux fins d'une libéralisation des échanges des biens et des services aboutissent, ils auront pour corollaire une exigence accrue quant à la mobilité temporaire de spécialistes. La décision de porter le contingent fédéral de 4.000 à 5.000 unités a donc paru largement justifiée, d'autant qu'elle avait déjà été sollicitée lors des consultations précédentes.

Eu égard au relèvement des contingents cantonaux pour les autorisations de courte durée, le nombre maximum pour la Confédération reste fixé à 7.000 unités, ainsi que le proposait l'avant-projet.

En relation avec la décision de procéder à une libération partielle des contingents cantonaux pour les saisonniers, la proposition concernant le contingent fédéral a été soumise à un nouvel examen. Il a paru opportun de renoncer à une libération aussi limitée, qui empêcherait la Confédération d'apporter, le cas échéant, un soutien ponctuel aux économies cantonales avec un caractère saisonnier très marqué. Le nombre maximum de la Confédération sera donc libéré à 90%, comme ceux des cantons: 9.000 unités saisonnières seront ainsi disponibles.

5. Modifications matérielles

Les modifications matérielles proposées dans l'avant-projet ont été généralement très bien accueillies. Elles ont toutes été adoptées.

Prenant appui sur l'argument européen, plusieurs interlocuteurs ont proposé, pour les frontaliers, des mesures de libéralisation supplémentaires. Alors que certaines suggestions ont paru prématurées car elles anticipent même sur les étapes déjà concordées pour la mise en oeuvre de l'intégration européenne, il a paru justifié d'accepter la proposition visant à la consolidation du statut de cette importante catégorie de travailleurs : après la première année, la prolongation de l'autorisation pour une durée supérieure à un an sera possible, ce qui établit une égalité de principe avec les travailleurs à l'année.

Une autre modification matérielle importante a été décidée concernant les principes régissant le recrutement de toutes les catégories de travailleurs. La décision de procéder à une augmentation nette des contingents pour les autorisa-

tions à l'année et de courte durée participe de la volonté du Conseil fédéral de mettre en oeuvre sans tarder la politique des années nonante à l'égard des étrangers, définie dans son rapport du 15 mai 1991. Compte tenu de l'objet principal de cette politique, qui est l'intégration de la Suisse dans son environnement européen avec son corollaire de la liberté de circulation pour les ressortissants des Etats de l'AELE et de la CE, cette décision serait inopérante, voire contre-productive si elle n'avait pas été prise simultanément à celle d'établir la priorité de ces mêmes nationalités en ce qui concerne l'octroi des différentes autorisations de séjour et de travail. La nécessité de maintenir un rapport équilibré entre Suisses et étrangers étant largement reconnue, l'objectif premier de la nouvelle politique ne pourra être atteint que si les responsables politiques cantonaux et les milieux économiques font preuve d'une réelle volonté de respecter ces priorités de recrutement conformément au programme d'intégration européenne en faveur duquel ils se sont clairement prononcés lors de la consultation.

Pour ce qui est de l'admission de jeunes Européens désireux d'acquérir une formation en entreprise, le Conseil fédéral, tout en ayant conscience de l'insuffisance de cette mesure aux fins de la solution du problème de la pénurie d'apprentis, estime que la responsabilité sociale et humaine que comporte un tel recrutement exige une prudence qui ne saurait jamais être excessive. Aussi incite-t-il instamment les autorités compétentes en matière de formation professionnelle à veiller à ce que de telles autorisations ne soient accordées que lorsque toutes les garanties sont fournies pour ce qui est des perspectives d'avenir de l'entreprise et de la profession apprise ainsi que de l'encadrement moral de ces jeunes mineurs.

L'ouverture de possibilités de perfectionnement pour des ressortissants d'Europe centrale et orientale incite à des recommandations analogues. Il ne fait pas de doute que l'espoir de progrès social qu'a suscité l'avènement de la démocratie dans ces pays doit être soutenu par un effort

réel et responsable de coopération économique. Il ne s'agit pas en effet de priver ces pays de leurs ressources humaines, mais de leur donner les moyens d'une reconstruction rapide qui servira les intérêts de chacun.

Des informations plus détaillées sur toutes les modifications adoptées sont données dans les commentaires explicatifs annexés.

6. Remarques finales

En prenant sa décision définitive sur la modification de l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers, le Conseil fédéral a tenu à marquer sa volonté de s'engager sans tarder dans la voie conduisant à une intégration progressive de la Suisse dans la prochaine réalité européenne. Cet objectif ne pourra pas être atteint sans la participation active de tous les responsables politiques, économiques et sociaux.

Nous vous remercions d'avoir participé à la consultation et avoir fait preuve d'esprit de collaboration.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de notre considération distinguée.

OFFICE FEDERAL DE L'INDUSTRIE
DES ARTS ET METIERS ET DU TRAVAIL

Le directeur

OFFICE FEDERAL
DES ETRANGERS

Le directeur

Annexes :

- Ordonnance du Conseil fédéral limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986 - Modification 1991
- Commentaires explicatifs des modifications
- Rapport sur les résultats de la consultation
- Tableau synoptique des contingents et des modifications

OFFICE FEDERAL DE L'INDUSTRIE
DES ARTS ET METIERS ET DU TRAVAIL

OFFICE FEDERAL
DES ETRANGERS

Berne, le octobre 1991

Aux

- partis politiques
 - aux associations faïtières
des employeurs et
des travailleurs
-

Réglementation pour les étrangers 1991/92;
Modification partielle de l'Ordonnance du Conseil fédéral
limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986

Mesdames,
Messieurs,

Par la présente, nous vous communiquons que la modification partielle de l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers a été adoptée. Elle entrera en vigueur le 1er novembre 1991.

1. Appréciation globale de la consultation

Sans remettre en question le principe fondamental de la limitation à long terme du nombre total des étrangers, les milieux consultés, à une très large majorité, se sont prononcés plus clairement que par le passé en faveur d'une franche ouverture au processus d'intégration européenne. La nécessité pour la Suisse de s'adapter progressivement, mais sans tarder, aux mutations en cours est largement reconnue.

Malgré les sérieuses difficultés inhérentes à la situation en Yougoslavie, la question de son exclusion du groupe des pays de recrutement traditionnels doit être examinée et décidée, de l'avis d'un certain nombre d'interlocuteurs, selon une formule à moyen terme qui prenne dûment en compte les aspects économiques et humains.

L'avant-projet, eu égard aux assouplissements qu'il proposait, a recueilli l'approbation d'une très large majorité des milieux consultés.

La teneur détaillée des réponses est consignée dans le rapport sur la consultation ci-joint.

2. Principes et contenu de la révision

Prenant en considération la situation tant sur le plan intérieur qu'international, la révision s'est inscrite dans une ligne d'ouverture, modérée par les impératifs politiques de la politique de limitation, l'incertitude de l'évolution économique et la nécessité de ménager de manière optimale la transition à un système le plus conforme possible à la réalité européenne.

L'essentiel des modifications contenues dans l'avant-projet ont été adoptées. La proposition concernant les nombres maximums a été réexaminée à la lumière des résultats de la consultation. Les principes réglant le recrutement des travailleurs ont été revus en fonction de la situation internationale et des objectifs de la politique à l'égard des étrangers définis dans le rapport du Conseil fédéral du 15 mai 1991.

3. Libération des nombres maximums cantonaux

Malgré l'incertitude de la conjoncture économique et les ajustements structurels, réducteurs d'emplois mais néanmoins nécessaires pour assurer la compétitivité des entreprises, il ne fait pas de doute que plusieurs secteurs d'activité devront continuer de recourir fortement au personnel étranger. Il faut en outre avoir conscience du fait que la prochaine libéralisation totale du marché européen tendra à stimuler la mobilité intracommunautaire au détriment d'autres pays, dont le nôtre. Il s'agit donc d'accroître dès

avant cette échéance, l'attractivité de notre marché du travail en augmentant les possibilités de séjours à l'année qui offrent aux travailleurs étrangers les meilleures garanties d'équité. Il importe d'autre part d'engager sans tarder le processus d'assainissement des structures saisonnières afin qu'il puisse être réalisé progressivement de manière à atténuer le risque d'une déstabilisation du marché de l'emploi.

Compte tenu de ces considérations, la proposition initiale concernant les autorisations à l'année et de courte durée a été revue à la hausse et les nombres maximums finalement libérés pour les cantons s'élèveront à 12.000 (+ 4.000 env.) pour la première catégorie et à 11.000 (+ 2.000) pour la seconde. Aux premiers s'ajoutera le solde des contingents non utilisés dont la totalité pourra être reportée. Comme suite logique, la proposition concernant les nombres pour les saisonniers a été réexaminée et il a été décidé de surseoir à leur libération totale. Ces contingents, tout en restant fixés au niveau actuel, seront libérés jusqu'à concurrence de 90% ou de 138.375 unités.

4. Libération des nombres maximums de la Confédération

La libération totale du contingent fédéral pour les autorisations à l'année, fixé dès 1989 à 4.000 unités, a permis de répondre aux exigences de mobilité du personnel qualifié et très qualifié qui assure la compétitivité des entreprises travaillant dans les secteurs de pointe les plus confrontés à la concurrence internationale. Si les efforts entrepris sur le plan multilatéral et au niveau mondial aux fins d'une libéralisation des échanges des biens et des services aboutissent, ils auront pour corollaire une exigence accrue quant à la mobilité temporaire de spécialistes. La décision de porter le contingent fédéral de 4.000 à 5.000 unités a donc paru largement justifiée, d'autant qu'elle avait déjà été sollicitée lors des consultations précédentes.

Eu égard au relèvement des contingents cantonaux pour les autorisations de courte durée, le nombre maximum pour la Confédération reste fixé à 7.000 unités, ainsi que le proposait l'avant-projet.

En relation avec la décision de procéder à une libération partielle des contingents cantonaux pour les saisonniers, la proposition concernant le contingent fédéral a été soumise à un nouvel examen. Il a paru opportun de renoncer à une libération aussi limitée, qui empêcherait la Confédération d'apporter, le cas échéant, un soutien ponctuel aux économies cantonales avec un caractère saisonnier très marqué. Le nombre maximum de la Confédération sera donc libéré à 90%, comme ceux des cantons: 9.000 unités saisonnières seront ainsi disponibles.

5. Modifications matérielles

Les modifications matérielles proposées dans l'avant-projet ont été généralement très bien accueillies. Elles ont toutes été adoptées.

Prenant appui sur l'argument européen, plusieurs interlocuteurs ont proposé, pour les frontaliers, des mesures de libéralisation supplémentaires. Alors que certaines suggestions ont paru prématurées car elles anticipent même sur les étapes déjà concordées pour la mise en oeuvre de l'intégration européenne, il a paru justifié d'accepter la proposition visant à la consolidation du statut de cette importante catégorie de travailleurs : après la première année, la prolongation de l'autorisation pour une durée supérieure à un an sera possible, ce qui établit une égalité de principe avec les travailleurs à l'année.

Une autre modification matérielle importante a été décidée concernant les principes régissant le recrutement de toutes les catégories de travailleurs. La décision de procéder à une augmentation nette des contingents pour les autorisa-

tions à l'année et de courte durée participe de la volonté du Conseil fédéral de mettre en oeuvre sans tarder la politique des années nonante à l'égard des étrangers, définie dans son rapport du 15 mai 1991. Compte tenu de l'objet principal de cette politique, qui est l'intégration de la Suisse dans son environnement européen avec son corollaire de la liberté de circulation pour les ressortissants des Etats de l'AELE et de la CE, cette décision serait inopérante, voire contre-productive si elle n'avait pas été prise simultanément à celle d'établir la priorité de ces mêmes nationalités en ce qui concerne l'octroi des différentes autorisations de séjour et de travail. La nécessité de maintenir un rapport équilibré entre Suisses et étrangers étant largement reconnue, l'objectif premier de la nouvelle politique ne pourra être atteint que si les responsables politiques cantonaux et les milieux économiques font preuve d'une réelle volonté de respecter ces priorités de recrutement conformément au programme d'intégration européenne en faveur duquel ils se sont clairement prononcés lors de la consultation.

Pour ce qui est de l'admission de jeunes Européens désireux d'acquérir une formation en entreprise, le Conseil fédéral, tout en ayant conscience de l'insuffisance de cette mesure aux fins de la solution du problème de la pénurie d'apprentis, estime que la responsabilité sociale et humaine que comporte un tel recrutement exige une prudence qui ne saurait jamais être excessive. Aussi incite-t-il instamment les autorités compétentes en matière de formation professionnelle à veiller à ce que de telles autorisations ne soient accordées que lorsque toutes les garanties sont fournies pour ce qui est des perspectives d'avenir de l'entreprise et de la profession apprise ainsi que de l'encadrement moral de ces jeunes mineurs.

L'ouverture de possibilités de perfectionnement pour des ressortissants d'Europe centrale et orientale incite à des recommandations analogues. Il ne fait pas de doute que l'espoir de progrès social qu'a suscité l'avènement de la démocratie dans ces pays doit être soutenu par un effort

réel et responsable de coopération économique. Il ne s'agit pas en effet de priver ces pays de leurs ressources humaines, mais de leur donner les moyens d'une reconstruction rapide qui servira les intérêts de chacun.

Des informations plus détaillées sur toutes les modifications adoptées sont données dans les commentaires explicatifs annexés.

6. Remarques finales

En prenant sa décision définitive sur la modification de l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers, le Conseil fédéral a tenu à marquer sa volonté de s'engager sans tarder dans la voie conduisant à une intégration progressive de la Suisse dans la prochaine réalité européenne. Cet objectif ne pourra pas être atteint sans la participation active de tous les responsables politiques, économiques et sociaux.

Nous vous remercions d'avoir participé à la consultation et avoir fait preuve d'esprit de collaboration.

Veillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de notre considération distinguée.

OFFICE FEDERAL DE L'INDUSTRIE
DES ARTS ET METIERS ET DU TRAVAIL

Le directeur

OFFICE FEDERAL
DES ETRANGERS

Le directeur

Annexes :

- Ordonnance du Conseil fédéral limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986 - Modification 1991
- Commentaires explicatifs des modifications
- Rapport sur les résultats de la consultation
- Tableau synoptique des contingents et des modifications

ADRESSENLISTE / LISTE DES ADRESSES

Bern, Oktober 1991

I. Politische Parteien / Partis politiques

- Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz
Postfach 2642, 3001 BERN
- Christlichdemokratische Volkspartei der Schweiz
Postfach 1759, 3001 BERN
- Sozialdemokratische Partei der Schweiz
Postfach, 3001 BERN
- Schweizerische Volkspartei
Generalsekretariat
Postfach, 3000 BERN 9
- Liberale Partei der Schweiz
Postfach 7107, 3001 BERN
- Landesring der Unabhängigen
Postfach 7075
3001 BERN
- Evangelische Volkspartei der Schweiz
Postfach 7334, 8023 ZÜRICH
- GPS/PES
Grüne Partei der Schweiz
Postfach 6415, 3001 BERN
- Schweizer Demokraten
Postfach 59
8956 KILLWANGEN
- Progressive Organisationen der Schweiz
Zentralsekretariat
Postfach 1461, 4600 OLTEN 1
- Partito Socialista unitario
Casella postale 2245
6501 BELLINZONA
- Schweizer Autopartei
Postfach
8700 KÜSNACHT
- Parti Suisse du Travail
Case postale 232
1211 GENEVE 8
- Grünes Bündnis Schweiz
Postfach
6000 LUZERN 4

II. Spitzenverbände der Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen /
Associations faïtières des employeurs et des travailleurs

- Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins
Postfach 690, 8034 ZÜRICH
- Schweizerischer Gewerbeverband
Postfach 2721
3001 BERN
- Zentralverband Schweizerischer Arbeitgeber-Organisationen
Postfach 504, 8034 ZÜRICH
- Schweizerischer Bauernverband
Laurstrasse 10
5200 BRUGG
- Schweizerischer Gewerkschaftsbund
Postfach 64
3000 BERN 23
- Vereinigung Schweizerischer Angestelltenverbände
Badenerstrasse 332, 8004 ZÜRICH
- Christlichnationaler Gewerkschaftsbund der Schweiz
Postfach 5775, 3001 BERN
- Landesverband Freier Schweizer Arbeitnehmer
Badenerstrasse 41, 8004 ZÜRICH

Ausländerregelung 1991/92;

Teilrevision der Verordnung des Bundesrates über die Begrenzung der Zahl der Ausländer vom 6. Oktober 1986

Zusammenfassung

Fast alle konsultierten Kreise haben dem Vernehmlassungsentwurf mit seinen quantitativen und qualitativen Erleichterungen, den administrativen Vereinfachungen und der mehr europäischen Ausrichtung zugestimmt. Die beschränkte Öffnung Richtung Mittel- und Osteuropa wurde ebenfalls gutgeheissen. Die Mehrheit der politischen und wirtschaftlichen Kreise verlangte eine weitere und markantere Liberalisierung für die westeuropäischen Staatsangehörigen.

Kommentar zu den Schwerpunkten der Revision

a) **Freigabe der Höchstzahlen:** Die vorgeschlagene Erhöhung wurde als ungenügend erachtet wegen weiterhin starker Nachfrage aus Gesundheits-, Unterrichtswesen und Spitzenunternehmen; kurzfristige Bedürfnisse; Lehrlingsmangel; schrittweise Bereinigung der Saisonstrukturen. Trotz verständlichen Argumenten ist die geforderte Zahl (20'000) nicht vertretbar; eine Erhöhung bei den Bewilligungen für Jahresaufenthalter (+ 4'000) und Kurzaufenthalter (+ 3'000) ist jedoch gerechtfertigt. Als logische Konsequenz wird dagegen eine nur teilweise Freigabe der Saisonierskontingente (90 %) vorgeschlagen.

b) **Materielle Änderungen:** Die Vorschläge wurden alle begrüsst. Die zusätzlich geforderten Erleichterungen für Grenzgänger sind verfrüht; hingegen kann eine mehrjährige Verlängerung ihrer Bewilligung nach einem Jahr zugebilligt werden (Verfestigung des Statuts). Zugunsten der EG-/EFTA-Staaten wurden neue Rekrutierungsgrundsätze festgelegt mit Vorrang für die Erteilung von Jahres- und Kurzaufenthalterbewilligungen, restriktiveren Kriterien für neue Saisoniers und Ausschliesslichkeit für Lehrlinge. Diese Massnahmen stehen im Einklang mit dem Modell der drei Kreise sowie dem Beschluss des Bundesrates in bezug auf Jugoslawien. Staatsangehörigen aus Mittel- und Osteuropa werden Weiterbildungsaufenthalte bis zu 18 Monaten eröffnet (Bundes- und Kantonskontingente).

Entscheidungsvorlage gemäss beiliegender Übersicht

Aufgrund der Vernehmlassung werden folgende Abweichungen gegenüber dem Vorentwurf vorgeschlagen:

- Festlegung einer Priorität bei der Neurekrutierung für Arbeitnehmer aus EG- und EFTA-Staaten;
- Möglichkeit für die Kantone zur mehrjährigen Verlängerung der Grenzgängerbewilligung;
- deutliche Erhöhung der Jahres- und Kurzaufenthalterkontingente;
- reduzierte Freigabe der Saisonkontingente bei den Kantonen, dafür gleichbleibendes Bundeskontingent wie im Vorjahr für Kompensationen.

Verordnung

über die Begrenzung der Zahl der Ausländer

(BVO)

Änderung vom

Der Schweizerische Bundesrat

verordnet:

I

Die Verordnung vom 6. Oktober 1986¹⁾ über die Begrenzung der Zahl der Ausländer wird wie folgt geändert:

Art. 3 Abs. 1 Bst. c und d

¹Für die folgenden Ausländer gelten nur die Artikel 9-11 und die Kapitel 5-7:

- c. Ausländische Ehegatten von Schweizern oder Schweizerinnen sowie ihre Kinder;
- d. ehemalige Schweizer Bürger.

1) SR 823.21

Art. 8 Prioritäten für die Rekrutierung

¹Eine Aufenthaltsbewilligung für erstmals einreisende ausländische Arbeitnehmer wird in erster Linie Angehörigen aus Staaten der Europäischen Freihandels-Assoziation (EFTA) und der Europäischen Gemeinschaft (EG) und in zweiter Linie Angehörigen aus Staaten der übrigen traditionellen Rekrutierungsgebiete erteilt.

²Die Arbeitsmarktbehörden können im Vorentscheid zu Bewilligungen (Art. 42) Ausnahmen von Absatz 1 verfügen, wenn es sich:

- a. um qualifizierte Arbeitskräfte handelt und besondere Gründe eine Ausnahme rechtfertigen;
- b. um Personen handelt, die im Rahmen von schweizerischen Hilfs- und Entwicklungsprojekten über die wirtschaftliche oder technische Zusammenarbeit ein Weiterbildungsprogramm absolvieren.

³Eine erstmalige Saisonbewilligung wird grundsätzlich nur Angehörigen aus Staaten der Europäischen Freihandels-Assoziation (EFTA) und der Europäischen Gemeinschaft (EG), und nur ausnahmsweise Angehörigen der übrigen traditionellen Rekrutierungsgebiete, erteilt.

⁴Eine Grenzgängerbewilligung wird in der Regel nur Angehörigen der Nachbarstaaten erteilt.

⁵Eine Bewilligung für Lehrlinge wird nur Angehörigen aus Staaten der Europäischen Freihandels-Assoziation (EFTA) und der Europäischen Gemeinschaft (EG) erteilt.

Art. 13 Bst. o

Von den Höchstzahlen ausgenommen sind:

- o. der im gleichen Haushalt lebende Ehegatte und die vor dem 21. Altersjahr im Rahmen des Familiennachzugs zugelassenen Kinder von Personen nach Buchstabe n beziehungsweise nach Artikel 4 Absatz 1 Buchstaben a-c, wenn sie eine Erwerbstätigkeit ausüben, für die eine fremdenpolizeiliche Bewilligung erforderlich ist.

Art. 15 Abs. 4 Bst. a

⁴Für zeitlich begrenzte Tätigkeiten kann das BIGA befristete Verfügungen erlassen für Jahresbewilligungen an:

- a. Führungskräfte und hochqualifizierte Fachleute, die in der Schweiz vorübergehend von ausländischen höheren Lehranstalten oder von Forschungsinstitutionen beschäftigt werden oder in einem Unternehmen für die Erfüllung ausserordentlicher Aufgaben unerlässlich sind.

Art. 19 Abs. 2 Bst. c

²Das BIGA kann zulasten dieser Höchstzahl Verfügungen erlassen für Saisonbewilligungen:

- c. für Kantone, vor allem solche mit kleiner Höchstzahl, zur Milderung regionaler Ungleichgewichte, in erster Linie zum Ausgleich von vorübergehenden, strukturell bedingten Nachfrageschwankungen.

Art. 21 Abs. 2 Bst. d

²Das BIGA kann, zulasten dieser Höchstzahl, für Weiterbildungsaufenthalte von höchstens 18 Monaten Verfügungen erlassen für Bewilligungen an:

- d. Personen, die im Rahmen von schweizerischen Hilfs- und Entwicklungsprojekten über die wirtschaftliche oder technische Zusammenarbeit ein Weiterbildungsprogramm absolvieren;

Art. 23 Abs. 1 und 3

¹Wer als Grenzgänger eine Erwerbstätigkeit ausüben will, braucht eine Grenzgängerbewilligung. Die Bewilligung wird erstmals für höchstens ein Jahr erteilt.

³Grenzgänger dürfen nur innerhalb der Grenzzone arbeiten und müssen täglich an ihren Wohnort zurückkehren. Eine vorübergehende Tätigkeit ausserhalb der Grenzzone kann der Einsatzkanton erlauben (Art. 43 Abs. 1 Bst. f), wenn der Grenzgänger in einem Betrieb in der Grenzzone fest angestellt ist.

Art. 43 Abs. 1 Bst. f und 2

¹Die kantonale Fremdenpolizeibehörde holt die Stellungnahme der kantonalen Arbeitsmarktbehörde ein, bevor sie einem Ausländer:

- f. das Einverständnis zur vorübergehenden Tätigkeit ausserhalb desjenigen Kantons erteilt, von dem er eine Grenzgängerbewilligung besitzt.

²Die kantonale Arbeitsmarktbehörde prüft für ihre Stellungnahme in der Regel die gleichen Voraussetzungen wie für den Vorentscheid zu Bewilligungen. Für eine Erwerbstätigkeit ausserhalb des Bewilligungskantons kann sich die Arbeitsmarktbehörde des Zweitkantons auf den Vorentscheid des Bewilligungskantons stützen.

Art. 50 Bst. d

Aufgehoben

Basel-Stadt	120	Basel-Stadt	120
Basel-Landschaft	120	Basel-Landschaft	120
Bern	120	Bern	120
Lucerne	120	Lucerne	120
Uri	120	Uri	120
Schwyz	120	Schwyz	120
Obwalden	120	Obwalden	120
Nidwalden	120	Nidwalden	120
Zürich	120	Zürich	120
Glarus	120	Glarus	120
Appenzell A. Rh.	120	Appenzell A. Rh.	120
Appenzell I. Rh.	120	Appenzell I. Rh.	120
Solothurn	120	Solothurn	120
Basel J. Rh.	120	Basel J. Rh.	120
Schaffhausen	120	Schaffhausen	120
Sankt Gallen	120	Sankt Gallen	120
Graubünden	120	Graubünden	120
Aargau	120	Aargau	120
Sargau	120	Sargau	120
Tessin	120	Tessin	120
Vaud	120	Vaud	120
Vallée	120	Vallée	120
Neuchâtel	120	Neuchâtel	120
Genève	120	Genève	120
Jura	120	Jura	120

Höchstzahl für den Bund 5'000

Die Höchstzahlen gelten für die Zeit vom 1. November 1991 bis zum 31. Oktober 1997.

Im Bereich der Förderung von 14. Oktober 1990²¹ der Verordnung des Bundesrates über die Förderung der Forschung und Entwicklung, aber noch nicht anzuwendenden Höchstzahlen können weiterhin beansprucht werden.

II

Die Anhänge 1-3 erhalten die Fassung gemäss Beilage.

III

Diese Änderung tritt am 1. November 1991 in Kraft.

Im Namen des Schweizerischen Bundesrates

Der Bundespräsident:

Der Bundeskanzler:

Art. 43 Abs. 1 Satz 1 und 2

Die Kantonale Fremdenpolizeibehörde hat die Stellungnahme der Kantonalen Arbeitsbehörde ein, bevor sie einen Ausländer:

Das Einverständnis zur vorübergehenden Tätigkeit innerhalb desjenigen Kantons erhält, von dem er eine Grenzgangerbewilligung besitzt.

Anhang 1

(Art. 14 und 15)

¹Die Höchstzahlen für erstmalige Jahresbewilligungen, die zu einer Erwerbstätigkeit berechtigen, werden insgesamt auf 17'000 festgesetzt:

a. Höchstzahlen für die Kantone: 12'000

Zürich	2'056	Schaffhausen	159
Bern	1'386	Appenzell A. Rh...	160
Luzern	580	Appenzell I. Rh...	43
Uri	70	St. Gallen	606
Schwyz	228	Graubünden	465
Obwalden	75	Aargau	730
Nidwalden	56	Thurgau	366
Glarus	115	Tessin	439
Zug	166	Waadt	1'030
Freiburg	364	Wallis	462
Solothurn	361	Neuenburg	396
Basel-Stadt	438	Genf	773
Basel-Landschaft ..	355	Jura	121

b. Höchstzahl für den Bund: 5'000

²Die Höchstzahlen gelten für die Zeit vom 1. November 1991 bis 31. Oktober 1992.

³Die durch die Änderung vom 24. Oktober 1990²⁾ der Verordnung des Bundesrates freigegebenen, aber noch nicht ausgeschöpften Höchstzahlen können weiterhin beansprucht werden.

2) AS 1990 1720

Anhang 2

(Art. 18 und 19)

¹Der gesamtschweizerische Höchstbestand der Saisonniers, der zu keinem Zeitpunkt überschritten werden soll, wird auf 110'000 festgesetzt.

²Die Höchstzahlen der Saisonbewilligungen werden insgesamt auf 163'750 festgesetzt:

a. *Höchstzahlen für die Kantone: 153'750*

Von der Höchstzahl von 153'750 wird für die Kantone ein Anteil von 90 Prozent oder 138'375 freigegeben:

Zürich	13'668	Schaffhausen	691
Bern	15'200	Appenzell A. Rh...	882
Luzern	6'042	Appenzell I. Rh...	401
Uri	1'340	St. Gallen	6'091
Schwyz	2'615	Graubünden	22'837
Obwalden	1'765	Aargau	4'820
Nidwalden	1'064	Thurgau	2'965
Glarus	1'016	Tessin	8'281
Zug	1'399	Waadt	12'737
Freiburg	2'626	Wallis	15'167
Solothurn	1'970	Neuenburg	1'899
Basel-Stadt	2'299	Genf	7'655
Basel-Landschaft ..	2'037	Jura	908

b. *Höchstzahl für den Bund: 10'000*

Von der Höchstzahl von 10'000 wird ein Anteil von 9'000 freigegeben.

³Die Höchstzahlen gelten für die Zeit vom 1. November 1991 bis 31. Oktober 1992.

⁴Bewilligungen an Saisoniers, die nach dem 31. Oktober 1991 einreisen, sind an die Höchstzahlen für 1991/92 anzurechnen, auch wenn die Gesuche schon früher eingereicht und behandelt worden sind.

Anhang 3

(Art. 20 und 21)

¹Die Höchstzahlen der Bewilligungen für Kurzaufenthalter werden insgesamt auf 18'000 festgesetzt:

a. Höchstzahlen für die Kantone: 11'000

Zürich	1'885	Schaffhausen	146
Bern	1'271	Appenzell A. Rh...	147
Luzern	532	Appenzell I. Rh...	38
Uri	65	St. Gallen	555
Schwyz	209	Graubünden	426
Obwalden	69	Aargau	669
Nidwalden	51	Thurgau	335
Glarus	106	Tessin	402
Zug	152	Waadt	944
Freiburg	334	Wallis	423
Solothurn	331	Neuenburg	363
Basel-Stadt	401	Genf	709
Basel-Landschaft ..	326	Jura	111

b. Höchstzahl für den Bund: 7'000

²Die Höchstzahlen gelten für die Zeit vom 1. November 1991 bis 31. Oktober 1992.

³Die durch die Änderung vom 24. Oktober 1990³⁾ der Verordnung des Bundesrates festgesetzten, aber noch nicht ausgeschöpften Höchstzahlen verfallen am 31. Oktober 1991.

3) AS 1990 1720

Ausländerregelung 1991/92

Oktober 1991

Erläuterungen zur Änderung der Verordnung
über die Begrenzung der Zahl der Ausländer (BVO)

Art. 3 Abs. 1 Bst. c und d

Beschränkte Geltung der Verordnung

Die Neuerung in Buchstabe c sorgt für die Gleichstellung der Geschlechter bei schweizerisch-ausländischen Ehen. Anlass dazu gibt die Änderung vom 23. März 1990 des Bürgerrechtsgesetzes (SR 141.0). Dadurch werden die ausländischen Ehegatten eines Schweizers oder einer Schweizerin sowie ihre ausländischen Kinder in ausländerrechtlicher Hinsicht gleichgestellt.

Da diese Gesetzesänderung voraussichtlich auf den 1. Januar 1992 in Kraft treten wird, wurde Artikel 3 Absatz 1 Buchstabe c der BVO entsprechend angepasst.

Buchstabe d ist neu; diese Ergänzung ist ebenfalls durch die Revision des Bürgerrechtsgesetzes erforderlich. In den Artikeln 21, 23 und 58 ist eine erleichterte Wiedereinbürgerung für ehemalige Schweizer und Schweizerinnen vorgesehen. Diese setzt jedoch eine Wohnsitznahme in der Schweiz voraus. In seinen Erläuterungen vom 3. Juli 1990 zur Revision des Bürgerrechtsgesetzes hat das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement eine entsprechende Anpassung der Ausländerregelung bereits in Aussicht gestellt.

Art. 8 Prioritäten für die Rekrutierung

Mit Bezug auf den Bericht des Bundesrates vom 15. Mai 1991 zur Ausländer- und Flüchtlingspolitik (BBl 1991 III 291) hat sich eine grosse Mehrheit der Vernehmlassungskreise dafür ausgesprochen, dass eine arbeitsmarktliche Priorität gegenüber den EG- und EFTA-Staaten sofort und unabhängig vom Ausgang der EWR-Verhandlungen eingeleitet wird. Die Änderung von Artikel 8 ist somit Ausdruck einer stärkeren Öffnung gegenüber der europäischen Integration und steht im Zusammenhang mit dem jüngsten Entscheid des Bundesrates bezüglich der jugoslawischen Arbeitskräfte.

Der neue Grundsatz von Absatz 1 ist ein erster Schritt zur Einführung und Umsetzung der Ausländerregelung auf der Basis des sogenannten 3-Kreise-Modells. Wenn sich kein Schweizer oder bereits anwesender Ausländer für eine bestimmte Erwerbstätigkeit finden lässt, wird eine Aufenthaltsbewilligung für neu einreisende Arbeitnehmer aller Kategorien in erster Linie Angehörigen aus EG- und EFTA-Staaten und erst in zweiter Linie Angehörigen aus den übrigen traditionellen Rekrutierungsländern erteilt.

Diese Regelung bedeutet eine Neuorientierung bei der Bewilligungserteilung an ausländische Arbeitskräfte und erlaubt den Arbeitgebern zugleich eine schrittweise Anpassung während einer Übergangsphase.

Absatz 2 fasst nun separat den Ausnahmetatbestand von Absatz 1 des Vernehmlassungsentwurfs zusammen. Der Vorschlag in Buchstabe b - in Verbindung mit der erweiterten Möglichkeit in Art. 21 Abs. 2 Bst. d - ermöglicht Aus- und Weiterbildungsaufenthalte für Staatsangehörige aus den Ländern Mittel- und Osteuropas. Die Änderung dieser Bestimmung ist notwendig, weil diese Staaten nicht zu den traditionellen Rekrutierungsgebieten gehören.

Die Kantone erhalten dadurch die Möglichkeit, Weiterbildungsaufenthalte über das Kontingent der Kurzaufenthalter nach Art. 20 Abs. 1 Bst. a und c für junge Ausländer aus Mittel- und Osteuropa zu bewilligen. Aufgrund des Kooperations- und Hilfsgedankens, der zu dieser Massnahme geführt hat, ist es grundsätzlich nicht vorgesehen, nach Ende des Aufenthalts eine neue Bewilligung aufgrund von Artikel 14 oder 15 BVO zu erhalten.

Die Auflagen für diese Weiterbildungsaufenthalte aufgrund der kantonalen Kontingente sind die gleichen wie für den Bund in Art. 21 Abs. 2 Bst. d. Die Weisungen BIGA/BFA "über den Einsatz von Personen in Ausbildung und Praktikanten aus osteuropäischen Staaten" vom 26. Juli 1990, die weiterhin Gültigkeit haben, sind sinngemäss anwendbar. Die Erfahrungen haben die Notwendigkeit bestätigt, dass die Kantone eine sorgfältige Prüfung der Gesuche vornehmen. Zweck solcher Aufenthalte ist der Erwerb einer geeigneten Aus- oder Weiterbildung im erlernten Beruf. Damit dieses Ziel gewährleistet werden kann, ist der zuständigen Bewilligungsbehörde in jedem Falle ein zweckmässiges Arbeits- und Ausbildungsprogramm als Voraussetzung für den Weiterbildungsaufenthalt zur Genehmigung vorzulegen.

Neu gegenüber dem Vernehmlassungsentwurf ist auch Absatz 3. Er übernimmt, in verstärkter Form, den Grundsatz der Rekrutierungspriorität von Absatz 1 für die Saisoniers aus den EG- und EFTA-Staaten. Um Härtefälle menschlicher oder wirtschaftlicher Natur zu vermeiden, gilt diese Priorität nur für erstmals einreisende Saisoniers. An Angehörige aus andern traditionellen Rekrutierungsländern können Bewilligungen nur mehr in Ausnahmefällen erteilt werden.

Absatz 4 entspricht der bisherigen Regelung von Absatz 3.

Absatz 5 betreffend die Lehrlinge ist in der Vernehmlassung auf nahezu einhellige Zustimmung gestossen. Er stimmt mit

dem neu eingeführten Grundsatz von Absatz 1 überein. Obwohl die Möglichkeit für die Zulassung von Lehrlingen schon bisher bestand, waren die Kantone wegen ihrer begrenzten Kontingente meist zu einer Ablehnung entsprechender Gesuche gezwungen. Mit der namhaften Erhöhung der Kontingente für Jahresbewilligungen wird es den Kantonen nun erleichtert, Begehren um die Zulassung ausländischer Lehrlinge unter Artikel 14 wohlwollend zu prüfen. Ein Teil der für die Kantone zusätzlich freigegebenen Jahresbewilligungen ist sinnvollerweise für Auszubildende zu reservieren. Die vorgesehene Regelung beschränkt diese Möglichkeiten ebenfalls auf EG- und EFTA-Angehörige; damit werden unsere Bestrebungen zur europäischen Integration auch im Bereiche der Berufsbildung unterstrichen.

Vorausgesetzt wird, dass ein Lehr- oder Ausbildungsvertrag im Sinne von Artikel 344 Obligationenrecht vorliegt und dass die für einen erfolgreichen Abschluss erforderlichen schulischen und sprachlichen Kenntnisse vorhanden sind.

Gemäss Art. 345 Abs. 2 OR hat der gesetzliche Vertreter den Lehrmeister in seinen Ausbildungsaufgaben zu unterstützen. Wenn dies nicht möglich ist, weil der minderjährige Lehrling zu weit von seinem Elternhaus entfernt ist, haben die Eltern eine Vertrauensperson zu bestimmen, welche diese Aufgaben an ihrer Stelle wahrnimmt. Damit wird sichergestellt, dass der Lehrling auch ausserhalb von Berufsschule und Lehrbetrieb hinreichend betreut wird. Eine besondere Verantwortung kommt gleichzeitig den zuständigen Arbeitsmarkt- und Berufsbildungsbehörden zu, welche die Lehrverträge genehmigen müssen.

Ziel dieser neu geschaffenen Möglichkeit ist es, einer begrenzten Zahl zukünftiger ausländischer Arbeitskräfte in unserem Land eine geeignete Ausbildung zu gestatten. Dies wird dadurch erreicht, indem ihre Aufenthaltsbewilligungen bereits bei der Zulassung in der Schweiz geregelt werden.

Art. 13 Bst. o Ausnahmen

Der Wortlaut von Buchstabe o enthält ebenfalls eine redaktionelle Präzisierung. Die Adressaten dieser Bestimmung sind wie bisher diejenigen ausländischen Kinder, die vor dem 21. Altersjahr in die Schweiz eingereist sind und einer Erwerbstätigkeit nachgehen.

Art. 15 Abs. 4 Bst. a Höchstzahl für den Bund

Dieser Tatbestand trägt der Entwicklung im Bereiche des internationalen Austauschs von Wissenschaftlern und Professoren Rechnung. Die redaktionell ergänzte Neufassung übernimmt die bisherige Bestimmung und berücksichtigt zusätzlich den Tatbestand für Kurzaufenthalter in Art. 21 Abs. 3 Bst. b. Die Ausdehnung des Aufenthalts auf 18 Monate genügt häufig nicht für die Beendigung von befristeten Forschungsprojekten. Da die Professoren von ihren ausländischen Hochschulinstituten meistens nur für ganze Schuljahre beauftragt werden können, drängt sich die Möglichkeit für eine Erstreckung auf zwei bis drei Jahre auf.

**Art. 19 Abs. 2 Bst. c Höchstzahl für den Bund
(Saisonniers)**

Zur Milderung regionaler Ungleichgewichte kann das BIGA aus seinem Kontingent für Saisonbewilligungen nach diesem Titel Einheiten global an die Kantone zur Verteilung abtreten. Daran soll sich nichts ändern. Der Text erfährt eine geringe Abweichung gegenüber der Vernehmlassungsversion; sie ist lediglich redaktioneller Natur.

**Art. 21 Abs. 2 Bst. d Höchstzahl für den Bund
(Kurzaufenthalter)**

Bisher waren Aus- und Weiterbildungsaufenthalte für jüngere Personen aus Mittel- und Osteuropa grundsätzlich nur für höchstens vier Monate nach Art. 13 Bst. d möglich. Diese Möglichkeit für kurzfristige Aufenthalte soll auch weiterhin offenstehen.

Eine Ausdehnung der Aus- und Weiterbildungsmöglichkeiten auf 18 Monate ist heute möglich. Der Zweck solcher Aufenthalte ist, wie bereits früher erwähnt, der Erwerb einer geeigneten Aus- oder Weiterbildung im erlernten Beruf. Es ist daher erforderlich, dass sich alle Gesuche auf ein angemessenes Arbeits- und Ausbildungsprogramm stützen, welches die Notwendigkeit des Aufenthalts rechtfertigt. Im übrigen gelten die Bemerkungen zu Artikel 8, insbesondere Absatz 2 Buchstabe b (vorne).

Der neue Tatbestand stützt sich weitgehend auf die Praxis, wie sie bisher für Aufenthalte im Rahmen der technischen Entwicklungszusammenarbeit Anwendung findet. Die Aufenthalte von Angehörigen aus Mittel- und Osteuropa haben sich somit im Rahmen von schweizerischen Hilfs- und Entwicklungsprojekten über die technische, wissenschaftliche oder wirtschaftliche Zusammenarbeit zu bewegen. In begründeten Fällen kann auch auf Kooperationsprojekte von beruflichen Organisationen abgestellt werden, soweit diese Massnahmen demselben Ziel dienen, im Interesse beider Staaten wie auch der Teilnehmer selbst liegen und gegenseitig abgeprochen wurden.

Art. 23 Abs. 1 und 3 Grenzgänger

Absatz 1 war nicht Gegenstand der Vernehmlassung. Eine grosse Zahl der Vernehmlassenden, insbesondere die

Grenzgängerkantone, haben jedoch grössere Flexibilität bei der Verlängerungskompetenz für die Grenzgängerbewilligung gefordert. Die Bestimmung, wonach jede Bewilligungsverlängerung auf höchstens ein Jahr zu begrenzen ist, wurde aus der Verordnung gestrichen. Für Grenzgänger gilt somit sinngemäss der Grundsatz in Artikel 5 Absatz 1 ANAG: "Die Aufenthaltsbewilligung ist stets befristet; die erstmalige Frist soll in der Regel nicht mehr als ein Jahr betragen. Die Aufenthaltsbewilligung kann mit Bedingungen verbunden werden."

Selbstverständlich erwirbt der Grenzgänger dadurch keinen Rechtsanspruch auf Arbeitsvermittlung. Diese Neuerung trägt indessen zur Verfestigung seines Statuts bei, indem ihm bei einem Arbeitsplatzverlust die Suche nach einer neuen Stelle erleichtert wird. Zudem werden ihm die zuständigen Behörden gegenüber einem neuen Grenzgänger oder andern Arbeitnehmer aus dem Ausland einen Vorrang einräumen können.

Die vorgesehene Änderung in Absatz 3 strebt eine Vereinfachung und damit eine Beschleunigung des Verfahrens für die vorübergehende Tätigkeit von Grenzgängern ausserhalb der Grenzzone an. Massgebend ist Art. 43 Abs. 1 Bst. f und Abs. 2. Die Zustimmung zur vorübergehenden Erwerbstätigkeit eines Grenzgängers ausserhalb des Bewilligungskantons erfolgt durch einfache Stellungnahme zum Vorentscheid. Dabei kann sich der Zweitkanton auf die Vorakten des Bewilligungskantons stützen. Die Zustimmungskompetenz des BIGA entfällt (vgl. Art. 50 Bst. d).

In materieller Hinsicht gelten im Grundsatz weiterhin die bisherigen Bestimmungen. Beispiele für Ausnahmegründe sind dringliche oder unvorhersehbare Einsätze für Reparaturen und Montagen, für vorübergehende Tätigkeiten in Zweigbetrieben oder für Transporte. Voraussetzung bleibt, dass der Grenzgänger in einem Betrieb in der Grenzzone regelmässig und

dauerhaft angestellt ist und dass sich der Schwerpunkt seiner Tätigkeiten dort befindet.

Art. 43 Abs. 1 Bst. f und Abs. 2

Stellungnahme zu Bewilligungen

Die Textänderung in Art. 43 ist eine Ergänzung zur Neuregelung in Art. 23 Abs. 3. Sie soll den Kantonen für Stellungnahmen zu einer Erwerbstätigkeit von ausländischen Arbeitskräften ausserhalb des Bewilligungskantons ein schnelleres Zustimmungsverfahren ermöglichen.

Art. 50 Bst. d BIGA

Diese Bestimmung entfällt. Die Zustimmung erfolgt inskünftig anstatt durch das BIGA durch den Kanton, auf dessen Gebiet die vorübergehende Tätigkeit ausgeübt werden soll (vgl. die Erläuterungen zu Artikel 23 Absatz 3).

Ausländerregelung 1991/92 - Übersicht

Materielle und administrative Änderungen

• **Priorität für die Rekrutierung**

- Grundsätzlicher Bewilligungsvorrang für erstmals einreisende ausländische Saisoniers und übrige Arbeitnehmer aus den EG- und EFTA-Staaten

• **Vereinfachungen für Grenzgänger**

- Verlagerung der Zustimmungskompetenz für vorübergehende Tätigkeiten ausserhalb der Grenzzone an die Kantone
- Möglichkeit für längerfristige Grenzgängerbewilligungen nach dem ersten Jahr

• **Mehr Möglichkeiten im Bereiche der Berufsbildung für junge Angehörige aus EFTA- und EG-Staaten**

- Erhöhung der kantonalen Kontingente für die Zulassung junger Angehöriger aus EFTA- und EG-Staaten zur Berufslehre wie auch zur Ausbildung im Gesundheitswesen

• **18-monatige Weiterbildungsaufenthalte mit Praktikum für Staatsangehörige aus Mittel- und Osteuropa**

- aufgrund eines zum voraus festgelegten Weiterbildungsprogramms im Rahmen von schweizerischen Hilfs- und Entwicklungsprojekten

• **Längere Aufenthalte für Fachleute von höheren ausländischen Lehranstalten und Forschungsinstituten**

- bis zu vier Jahren

• **Einfacheres Zustimmungsverfahren für vorübergehende Arbeitseinsätze ausserhalb des Bewilligungskantons**

- die Stellungnahme des Zweitkantons kann sich auf den Vorentscheid des Bewilligungskantons stützen

• **Übertrag der nicht benützten Jahresaufenthalterkontingente**

- anstatt zu einem Fünftel voll übertragbar

<u>Freigegebene Höchstzahlen</u>	<u>1990/91</u>	<u>1991/92</u>	<u>Differenz</u>
Jahresaufenthalter	12'006	17'000	+ 4'994
- Kantone	8'006	12'000	+ 3'994
- BIGA	4'000	5'000	+ 1'000
Saisoniers - Freigabe	162'750	147'375	- 15'375
- Kantone	153'750	138'375	- 15'375
- BIGA	9'000	9'000	-
Kurzaufenthalter	15'002	18'000	+ 2'998
- Kantone	9'002	11'000	+ 1'998
- BIGA	6'000	7'000	+ 1'000

Abweichungen gegenüber dem Vernehmlassungsentwurf

Ausländerregelung 10.1991
Réglementation pour les étrangers
Disciplinamento per gli stranieri
1991 / 92

Freigegebene Höchstzahlen
Kontingentsperiode November 1991 - Oktober 1992

Nombres maximums libérés Numeri massimi liberati
Période novembre 1991 - octobre 1992 periodo novembre 1991 - ottobre 1992

Kanton	Erstmalige Jahresbewilligungen			Saisonbewilligungen			Kurzaufenthalterbewilligungen		
Canton	autorisations à l'année initiales			autorisations saisonnières			autorisations pour des séjours de courte durée		
Cantone	Permessi di dimora			Permessi stagionali			Permessi temporanei		
Sub-Total	1990	1991	+/-	1990	1991	+/-	1990	1991	+/-
	8'006	12'000	3'994	153'750	138'375	-15'375	9'002	11'000	1'998
ZH	1'372	2'056	684	15'187	13'668	- 1'519	1'544	1'885	341
BE	925	1'386	461	16'890	15'200	- 1'690	1'041	1'271	230
LU	387	580	193	6'714	6'042	- 672	436	532	96
UR	47	70	23	1'489	1'340	- 149	53	65	12
SZ	152	228	76	2'905	2'615	- 290	171	209	38
OW	50	75	25	1'961	1'765	- 196	57	69	12
NW	37	56	19	1'182	1'064	- 118	42	51	9
GL	77	115	38	1'129	1'016	- 113	86	106	20
ZG	111	166	55	1'554	1'399	- 155	125	152	27
FR	243	364	121	2'918	2'626	- 292	274	334	60
SO	241	361	120	2'189	1'970	- 219	271	331	60
BS	292	438	146	2'554	2'299	- 255	329	401	72
BL	237	355	118	2'263	2'037	- 226	267	326	59
SH	106	159	53	768	691	- 77	119	146	27
AR	107	160	53	980	882	- 98	114	147	33
AI	28	43	15	445	401	- 44	30	38	8
SG	404	606	202	6'768	6'091	- 677	454	555	101
GR	310	465	155	25'374	22'837	- 2'537	349	426	77
AG	487	730	243	5'356	4'820	- 536	548	669	121
TG	244	366	122	3'294	2'965	- 329	275	335	60
TI	293	439	146	9'201	8'281	- 920	329	402	73
VD	687	1'030	343	14'152	12'737	- 1'415	773	944	171
VS	308	462	154	16'852	15'167	- 1'685	346	423	77
NE	264	396	132	2'110	1'899	- 211	297	363	66
GE	516	773	257	8'506	7'655	- 851	581	709	128
JU	81	121	40	1'009	908	- 101	91	111	20
BIGA	4'000	5'000	1'000	9'000	9'000	0	6'000	7'000	1'000
Total	12'006	17'000	4'994	162'750	147'375	-15'375	15'002	18'000	2'998

Bundesamt für Industrie
Gewerbe und Arbeit

Bundesamt für
Ausländerfragen

Bern, im September 1991

Verordnung über die Begrenzung der Zahl der Ausländer
Ausländerregelung 1991/92

Bericht über die Ergebnisse des Vernehmlassungsverfahrens

Am Vernehmlassungsverfahren beteiligten sich die Kantone, die Regierungsparteien sowie die Spitzenverbände der Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen. Daneben bekundeten auch einige andere Organisationen ihr Interesse.

Dem vorgelegten Aenderungsentwurf wird in seinem Grundsatz, wenn auch unter einzelnen Vorbehalten, zugestimmt, wobei insbesondere die kontrollierte Oeffnung des schweizerischen Arbeitsmarktes Richtung Europa Grund zur Diskussion bietet.

Die Mehrheit der vernehmlassenden Stellen hält diese Oeffnung gegenüber EG- und EFTA-Staaten für dringend notwendig, unabhängig vom momentanen Stand der EWR-Verhandlungen. Der Verordnungsentwurf kommt damit nach Ansicht mehrerer Kantone und der Arbeitgeberkreise unserer Wirtschaft entgegen, die trotz rückläufigem Wachstum und steigenden Arbeitslosenzahlen einen ungebrochenen Bedarf an qualifizierten ausländi-

schen Arbeitskräften ausweist. Vor allem die Kantone Bern, Basel-Stadt, der Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins, der Zentralverband Schweizerischer Arbeitgeber-Organisationen, der Schweizerische Bauernverband und die gastgewerblichen Organisationen treten bereits heute für weitergehende Liberalisierungsmassnahmen gegenüber Westeuropa ein.

Unter Bezugnahme auf den im Frühjahr veröffentlichten Strategiebericht des Bunderates sprechen sich insbesondere Obwalden, Waadt und der Zentralverband Schweizerischer Arbeitgeber-Organisationen für eine Neukonzeption der schweizerischen Ausländerpolitik aus. Für den Fall, dass Jugoslawien aus dem Kreis der traditionellen Rekrutierungsländer ausgeschlossen werden sollte, legen zahlreiche Kantone, der Verband Schweizerischer Arbeitsämter und der Schweizerische Gewerkschaftsbund Zurückhaltung nahe. Aufgrund der starken Abhängigkeit einzelner Regionen und Branchen von jugoslawischen Arbeitskräften wäre mit wirtschaftlichen Problemen und sozialen Härten zu rechnen. Um solche möglichst zu vermeiden, wird eine vernünftige Uebergangslösung vorgeschlagen.

Die Schweizerische Volkspartei, die Vereinigung Schweizerischer Angestelltenverbände und die Vereinigung Umwelt und Bevölkerung stellen fest, dass kaum mehr auf die Stabilisierung der Ausländer in der Schweiz hingewirkt werde. Die Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz, der Zentralverband Schweizerischer Arbeitgeber-Organisationen und der Christlich-nationale Gewerkschaftsbund der Schweiz wiederholen das Erfordernis der strikten Trennung zwischen Ausländer- und Asylpolitik. In diesem Zusammenhang stossen sich namentlich Schaffhausen und Freiburg an der Tatsache, dass Asylbewerber in zunehmendem Ausmass unter dem Titel "humanitäre Umwandlungen" eine Jahresbewilligung ausserhalb der Begrenzungsmassnahmen erhalten. Sie machen dabei eine rechtsungleiche Behandlung gegenüber den ordentlich rekrutierten Ausländern geltend.

Die vorgeschlagenen materiellen Änderungen stehen hauptsächlich im Zusammenhang mit der Neufestsetzung bzw. Erhöhung der Kontingente und stossen im allgemeinen kaum auf Opposition. So erwachsen dem Vorschlag zur Ermöglichung von 18monatigen Aus- und Weiterbildungsaufenthalten für Staatsangehörige aus Mittel- und Osteuropa kaum irgendwelche Einwände. Eine weitergehende Oeffnung gegenüber diesen Ländern wird von der Mehrheit nicht verlangt oder als verfrüht beurteilt. Die Sozialdemokraten, die Arbeitnehmerseite sowie kirchliche und karitative Kreise legen Wert darauf, dass bei diesen Aufenthalten dem Bildungscharakter entsprechend Rechnung getragen wird. Gleichzeitig soll möglichen Missbräuchen in strukturschwachen Branchen durch geeignete Weisungen entgegengetreten werden.

Die Beschränkung auf EG- und EFTA-Staaten für Absolventen von Berufslehren findet fast überall Zustimmung. Für eine grosszügigere, nationalitätenunabhängige Zulassungspraxis gegenüber früher in der Schweiz anwesenden Ausländern plädieren die Christlichdemokratische Volkspartei der Schweiz und der Christlichnationale Gewerkschaftsbund der Schweiz. Obwohl die Bemühungen zur europäischen Integration im Bereich der Berufsbildung allgemeine Anerkennung finden, wird doch wiederholt an die damit verbundene grosse soziale Verantwortung erinnert und zu entsprechend sorgfältiger Bewilligungspraxis aufgerufen. Bern, Graubünden, Thurgau, der Schweizerische Gewerbeverband, der Schweizerische Bauernverband und das Gesundheitswesen möchten die Lehrlinge aus Kontingentsgründen von den Begrenzungsmaßnahmen ausschliessen; die Christlichdemokratische Volkspartei der Schweiz, die Vereinigung Schweizerischer Angestelltenverbände und das Gastgewerbe schlagen die Schaffung eines Sonderkontingentes vor. Zürich, Solothurn sowie die Vereinigung Umwelt und Bevölkerung lehnen die Rekrutierung von ausländischen Lehrlingen aus wirtschaftlichen und sozialen Erwägungen ab. Verschiedene Kantone und der Verband Schweizerischer Arbeitsämter machen hierbei deutlich, dass der bestehende Lehrlingsmangel durch diese Bestimmung kaum aufgefangen werden kann.

Die zeitliche Erstreckung für Aufenthalte von qualifizierten Fachleuten an ausländischen Lehranstalten und Forschungsinstitutionen in der Schweiz wird generell begrüsst oder ausdrücklich als notwendig erachtet. Eine Erleichterung für den internationalen Austausch von Experten steht auf der Linie zur Annäherung an Europa und der zunehmenden Internationalisierung auch auf dem Gebiet der Wissenschaft. Luzern, Uri, Basel-Stadt, Basel-Landschaft und Wallis schlagen vor, auf eine zeitliche Befristung dieser Jahresbewilligungen überhaupt zu verzichten.

Die Uebertragung der Zustimmungskompetenz für vorübergehende Tätigkeiten ausserhalb der Grenzzone vom BIGA an die Einsatzkantone wird als administrative Vereinfachung begrüsst. Luzern, Uri, Basel-Landschaft, Schaffhausen, Appenzell A.Rh., St. Gallen, Tessin, Jura und der Verband Schweizerischer Arbeitsämter möchten diese Vereinfachung noch weiterführen. Aufgrund der heutigen Wirtschaftsstruktur, die vermehrt kurzfristige Einsätze ausserhalb der Grenzzone nötig macht, beantragen sie, die Zustimmung für vorübergehende Einsätze in andern Kantonen der Kompetenz des ursprünglichen Bewilligungskantons zu unterstellen. Für einen wesentlichen Beitrag in Richtung freier Personenverkehr schlagen fünf Kantone, die Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz, die Christlichdemokratische Volkspartei der Schweiz und die Arbeitgeberverbände materielle Liberalisierungsschritte vor, wie beispielsweise die Ausdehnung der Grenzzone oder die Möglichkeit zu längerfristigen Bewilligungen.

Die formellen und redaktionellen Anpassungen drängen sich teilweise als Folge von materiellen Änderungen auf; sie finden fast durchwegs positive Aufnahme.

Die ursprünglich vorgesehene Freigabe der Höchstzahlen für Jahresaufenthalter, wonach das Kontingent für die Kantone um 2'000 auf 10'000 Einheiten erhöht und dasjenige für den Bund wie bisher auf 4'000 Einheiten belassen werden sollte, wird hauptsächlich durch die Kantone begrüsst. Sie sehen darin die Möglichkeit zu einer vermehrt qualitativen Ausrichtung

ihrer Arbeitsmarktpolitik. Gleichzeitig werden jedoch einige Zweifel laut, ob mit der begrenzten Anhebung Nachwuchsprobleme gelöst oder unechte Saisonverhältnisse ausgeglichen werden können. Für Bern, Nidwalden, Basel-Stadt, St. Gallen, Tessin, die Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz, die Christlichdemokratische Volkspartei der Schweiz und vor allem für die Arbeitgebervertreter fällt die Erhöhung zu gering aus, gerade im Hinblick auf einen freizügigeren Arbeitsmarkt mit qualifikationsbezogener Ausrichtung für EG- und EFTA-Angehörige und eine mittelfristige Ablösung des Saisoniers-Statuts. Sie fordern eine Heraufsetzung der Jahresbewilligungen von heute 12'000 auf 20'000 Einheiten. Im weiteren halten Bern, Aargau und Wallis dafür, den letzten Jahr ausgearbeiteten, aber nur beschränkt angewandten Verteilungsschlüssel nun vollumfänglich anzuwenden, währenddem sich namentlich Waadt dagegen ausspricht.

Die volle Uebertragbarkeit der Restkontingente auf die neue Kontingentsperiode interessiert in erster Linie die Kantone, welche darin eine willkommene Erleichterung für ihre Zuteilungspraxis sehen.

Gegen eine Neufestsetzung der Höchstzahlen für Kurzaufenthalter bei gleichbleibendem Kontingent von 9'000 Einheiten für die Kantone und einer Aufstockung um 1'000 auf 7'000 Einheiten für den Bund erfolgen keine Einwände. Im Gegenteil werden aus den beinahe gleichen Kreisen auch hier Forderungen nach einer weiteren Erhöhung der Kurzaufenthalterbewilligungen auf 20'000 Einheiten erhoben. Die Durchführung von Projekten der wirtschaftlichen und technischen Zusammenarbeit mit mittel- und osteuropäischen Staaten wird allgemein als sinnvolle Hilfeleistung betrachtet.

Mehrere Kantone sowie Parteien und Verbände sind grundsätzlich damit einverstanden, das Saisoniers-Kontingent für die Kantone bei 153'750 Einheiten zu belassen und bei demjenigen für den Bund 4'000 Einheiten weniger freizugeben. Die Kritiken einiger Kantone beziehen sich vielmehr auf ihre eigenen Höchstzahlen, die teilweise als zu gering eingestuft werden.

Mehrere Parteien als auch Verbände sind sich aber weitgehend darüber einig, dass die auf 5'000 Einheiten reduzierte Freigabe des Bundeskontingentes nur einen kleinen Schritt in Richtung Bereinigung des Saisonniers-Statuts darstellt. Nach Ansicht der Christlichdemokratischen Volkspartei der Schweiz, der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz, des Landesrings der Unabhängigen und des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes befriedigt diese viel zu zaghafte Massnahme jedoch nicht, da das Statut in seiner bisherigen Form der europäischen Entwicklung nicht mehr standhalten kann. Einige besonders saisonabhängige Kantone möchten zudem, dass die Neuberechnung des Verteilungsschlüssels vollständig angewendet wird.

DARSTELLUNG

Verordnung
über die Begrenzung der Zahl der Ausländer
(BVO)

vom 6. Oktober 1986 (Stand am 24. Oktober 1990)

Der Schweizerische Bundesrat
verordnet:

Art. 3 Beschränkte Geltung der Verordnung

¹Für die folgenden Ausländer gelten nur die Artikel
9-11 und die Kapitel 5-7:

c. Ausländer, die mit einer Schweizerin verheiratet
sind, sowie ausländische Kinder von Schweizern oder
Schweizerinnen.

VERGLEICHENDE

Verordnung
über die Begrenzung der Zahl der Ausländer
(BVO)

Aenderung vom

Der Schweizerische Bundesrat
verordnet:

I

Die Verordnung vom 6. Oktober 1986 über die Begrenzung
der Zahl der Ausländer wird wie folgt geändert:

Art. 3 Abs. 1 Bst. c und d

¹Für die folgenden Ausländer gelten nur die Artikel
9-11 und die Kapitel 5-7:

c. Ausländische Ehegatten von Schweizern oder
Schweizerinnen sowie ihre Kinder;

d. ehemalige Schweizer Bürger.

Art. 8 Prioritäten für die Rekrutierung

¹Eine Aufenthaltserlaubnis wird für erstmals einreisende ausländische Arbeitnehmer in erster Linie Angehörigen aus Staaten der Europäischen Freihandels-Assoziation (EFTA) und der Europäischen Gemeinschaft (EG) und in zweiter Linie Angehörigen aus Staaten der übrigen traditionellen Rekrutierungsgebiete erteilt.

²Die Arbeitsmarktbehörden können im Vorentscheid zu Bewilligungen (Art. 42) Ausnahmen von Absatz 1 verfügen, wenn:

- a. es sich um qualifizierte Arbeitskräfte handelt und besondere Gründe eine Ausnahme rechtfertigen;
- b. es sich um Personen handelt, die im Rahmen von schweizerischen Hilfs- und Entwicklungsprojekten über die wirtschaftliche oder technische Zusammenarbeit ein Weiterbildungsprogramm absolvieren.

³Eine erstmalige Saisonbewilligung wird grundsätzlich nur Angehörigen aus Staaten der Europäischen Freihandels-Assoziation (EFTA) und der Europäischen Gemeinschaft (EG), und nur ausnahmsweise Angehörigen der übrigen traditionellen Rekrutierungsgebiete erteilt.

⁴Eine Grenzgängerbewilligung wird in der Regel nur Angehörigen der Nachbarstaaten erteilt.

⁵Eine Bewilligung für Lehrlinge wird nur Angehörigen aus Staaten der Europäischen Freihandels-Assoziation (EFTA) und der Europäischen Gemeinschaft (EG) erteilt.

Art. 8 Rekrutierungsgebiete

¹Der Arbeitgeber muss erstmals einreisende Jahresaufenthalter und Kurzaufenthalter in erster Linie in den traditionellen Rekrutierungsgebieten anwerben. Die Arbeitsmarktbehörden können im Vorentscheid zu Bewilligungen (Art. 42) Ausnahmen erlauben, wenn:

- a. es sich um qualifizierte Arbeitskräfte handelt und besondere Gründe eine Ausnahme rechtfertigen;
- b. es sich um Angehörige von Entwicklungsländern handelt, die im Rahmen von Entwicklungsprogrammen der technischen Zusammenarbeit tätig sind.

²Die Saisonbewilligung wird nur Arbeitnehmern erteilt, die aus den traditionellen Rekrutierungsgebieten stammen.

³Die Grenzgängerbewilligung wird in der Regel nur Angehörigen der Nachbarstaaten erteilt.

Art. 13 Bst. 0

Von den Höchstzahlen ausgenommen sind:

- o. der im gleichen Haushalt lebende Ehegatte und die vor dem 21. Altersjahr im Rahmen des Familiennachzugs zugelassenen Kinder von Personen nach Buchstabe n beziehungsweise nach Artikel 4 Absatz 1 Buchstaben a-c, wenn sie eine Erwerbstätigkeit ausüben, für die eine fremdenpolizeiliche Bewilligung erforderlich ist.

Art. 15 Abs. 4 Bst. a

4 Für zeitlich begrenzte Tätigkeiten kann das BIGA befristete Verfügungen erlassen für Jahresbewilligungen an:

- a. Führungskräfte und hochqualifizierte Fachleute, die in der Schweiz vorübergehend von ausländischen höheren Lehranstalten oder von Forschungsinstitutionen beschäftigt werden oder in einem Unternehmen für die Erfüllung ausserordentlicher Aufgaben unerlässlich sind.

Art. 19 Abs. 2 Bst. c

2 Das BIGA kann zulasten dieser Höchstzahl Verfügungen erlassen für Saisonbewilligungen:

- c. für Kantone, vor allem mit kleiner Höchstzahl, zur Milderung regionaler Ungleichgewichte, in erster Linie zum Ausgleich von vorübergehenden, strukturell bedingten Nachfrageschwankungen.

Art. 13 Ausnahmen

Von den Höchstzahlen ausgenommen sind:

- o. der Ehegatte und die ledigen Kinder unter 21 Jahren von Personen nach Buchstabe n, wenn sie mit diesen zusammenwohnen und eine Erwerbstätigkeit ausüben, für die eine fremdenpolizeiliche Bewilligung erforderlich ist.

Art. 15 Höchstzahl für den Bund

4 Für zeitlich begrenzte Tätigkeiten kann das BIGA befristete Verfügungen erlassen für Jahresbewilligungen an:

- a. Führungskräfte oder hochqualifizierte Fachleute, die für ein wichtiges, konkretes Projekt oder eine ausserordentliche Aufgabe unerlässlich sind.

Art. 19 Höchstzahl für den Bund

2 Das BIGA kann zulasten dieser Höchstzahl Verfügungen erlassen für Saisonbewilligungen:

- c. zur Milderung regionaler Ungleichgewichte, in erster Linie zum Ausgleich von vorübergehenden, aber strukturell bedingten Nachfrageschwankungen, vor allem in Kantonen mit kleiner Höchstzahl.

Art. 21 Abs. 2 Bst. d

²Das BIGA kann, zulasten dieser Höchstzahl, für Weiterbildungsaufenthalte von höchstens 18 Monaten Verfügungen erlassen für Bewilligungen an:

d. Personen, die im Rahmen von schweizerischen Hilfs- und Entwicklungsprojekten über die wirtschaftliche oder technische Zusammenarbeit ein Weiterbildungsprogramm absolvieren.

Art. 23 Abs. 1 und 3

¹Wer als Grenzgänger eine Erwerbstätigkeit ausüben will, braucht eine Grenzgängerbewilligung. Die Bewilligung wird erstmals für höchstens ein Jahr erteilt.

³Grenzgänger dürfen nur innerhalb der Grenzzone arbeiten und müssen täglich an ihren Wohnort zurückkehren. Eine vorübergehende Tätigkeit ausserhalb der Grenzzone kann der Einsatzkanton erlauben (Art. 43 Abs. 1 Bst. f), wenn der Grenzgänger in einem Betrieb in der Grenzzone fest angestellt ist.

Art. 21 Höchstzahl für den Bund

²Das BIGA kann, zulasten dieser Höchstzahl, für Weiterbildungsaufenthalte von höchstens 18 Monaten Verfügungen erlassen für Bewilligungen an:

d. Angehörige von Entwicklungsländern, die sich im Rahmen von Entwicklungsprogrammen der technischen Zusammenarbeit in einem Betrieb weiterbilden.

Art. 23 Bewilligung

¹Wer als Grenzgänger eine Erwerbstätigkeit ausüben will, braucht eine Grenzgängerbewilligung. Die Bewilligung wird erstmals für höchstens ein Jahr erteilt. Sie kann jeweils um höchstens ein Jahr verlängert werden, wenn nicht eine Vereinbarung mit dem betreffenden Nachbarstaat etwas anderes vorsieht.

³Grenzgänger dürfen nur innerhalb der Grenzzone arbeiten und müssen täglich an ihren Wohnort zurückkehren. Das BIGA kann ausserhalb der Grenzzone erlauben, befristete Tätigkeit ausserhalb der Grenzzone erlauben, wenn der Grenzgänger in einem Betrieb in der Grenzzone fest angestellt ist.

Art. 43 Abs. 1 Bst. f und Abs. 2

¹Die kantonale Fremdenpolizeibehörde holt die Stellungnahme der kantonalen Arbeitsmarktbehörde ein, bevor sie einem Ausländer:

f. das Einverständnis zur vorübergehenden Tätigkeit ausserhalb desjenigen Kantons erteilt, von dem er eine Grenzgängerbewilligung besitzt.

²Die kantonale Arbeitsmarktbehörde prüft für ihre Stellungnahme in der Regel die gleichen Voraussetzungen wie für den Vorentscheid zu Bewilligungen. Für eine Erwerbstätigkeit ausserhalb des Bewilligungskantons kann sich die Arbeitsmarktbehörde des Zweitkantons auf den Vorentscheid des Bewilligungskantons stützen.

Art. 50 Bst. d

Aufgehoben

II

Die Anhänge 1-3 erhalten die Fassung gemäss Beilage.

III

Diese Aenderung tritt am 1. November 1991 in Kraft.

Im Namen des Schweizerischen Bundesrates

Der Bundespräsident:

Der Bundeskanzler:

Art. 43 Stellungnahme zu Bewilligungen

¹Die kantonale Fremdenpolizeibehörde holt die Stellungnahme der kantonalen Arbeitsmarktbehörde ein, bevor sie einem Ausländer:

²Die kantonale Arbeitsmarktbehörde prüft für ihre Stellungnahme die gleichen Voraussetzungen wie für den Vorentscheid für Bewilligungen.

Art. 50 BIGA

Das BIGA ist zuständig für:

d. die Erlaubnis zur Tätigkeit von Grenzgängern ausserhalb der Grenzzone (Art. 23 Abs. 3).

¹Die Höchstzahlen für erstmalige Jahresbewilligungen, die zu einer Erwerbstätigkeit berechtigen, werden insgesamt auf 17'000 festgesetzt:

a. Höchstzahlen für die Kantone: 12'000

Zürich	2'056	Schaffhausen	159
Bern	1'386	Appenzell A. Rh.	160
Luzern	580	Appenzell I. Rh.	43
Uri	70	St. Gallen	606
Schwyz	228	Graubünden	465
Obwalden	75	Aargau	730
Nidwalden	56	Thurgau	366
Glarus	115	Tessin	439
Zug	166	Waadt	1'030
Freiburg	364	Wallis	462
Solothurn	361	Neuenburg	396
Basel-Stadt	438	Genf	773
Basel-Landschaft	355	Jura	121

b. Höchstzahl für den Bund: 5'000

²Die Höchstzahlen gelten für die Zeit vom 1. November 1991 bis 31. Oktober 1992.

³Die durch die Aenderung vom 24. Oktober 1990 der Verordnung des Bundesrates freigegebenen, aber noch nicht ausgeschöpften Höchstzahlen können weiterhin beansprucht werden.

¹Die Höchstzahlen für erstmalige Jahresbewilligungen, die zu einer Erwerbstätigkeit berechtigen, werden insgesamt auf 12'006 festgesetzt:

a. Höchstzahlen für die Kantone: 8'006

Zürich	1'372	Schaffhausen	106
Bern	925	Appenzell A. Rh.	107
Luzern	387	Appenzell I. Rh.	28
Uri	47	St. Gallen	404
Schwyz	152	Graubünden	310
Obwalden	50	Argau	487
Nidwalden	37	Thurgau	244
Glarus	77	Tessin	293
Zug	111	Waadt	687
Freiburg	243	Wallis	308
Solothurn	241	Neuenburg	264
Basel-Stadt	292	Genf	516
Basel-Landschaft	237	Jura	81

b. Höchstzahl für den Bund: 4'000

²Die Höchstzahlen gelten für die Zeit vom 1. November 1990 bis 31. Oktober 1991.

³Die durch die Aenderung vom 16. Mai 1990 der Verordnung des Bundesrates freigegebenen, aber noch nicht ausgeschöpften Höchstzahlen können bis zu einem Fünftel des restlichen Teils weiterhin beansprucht werden.

¹Der gesamtschweizerische Höchstbestand der Saisonniers, der zu keinem Zeitpunkt überschritten werden soll, wird auf 110'000 festgesetzt.

²Die Höchstzahlen der Saisonbewilligungen werden insgesamt auf 163'750 festgesetzt:

a. Höchstzahlen für die Kantone: 153'750

Zürich	15'187	Schaffhausen	768
Bern	16'890	Appenzell A. Rh	980
Lucern	6'714	Appenzell I. Rh	445
Uri	1'489	St. Gallen	6'768
Schwyz	2'905	Graubünden	25'374
Obwalden	1'961	Aargau	5'356
Nidwalden	1'182	Thurgau	3'294
Glarus	1'129	Tessin	9'201
Zug	1'554	Waadt	14'152
Freiburg	2'918	Wallis	16'852
Solothurn	2'189	Neuenburg	2'110
Basel-Stadt	2'554	Genf	8'506
Basel-Landschaft	2'263	Jura	1'009

b. Höchstzahl für den Bund: 10'000

Von der Höchstzahl von 10'000 wird ein Anteil von 9'000 freigegeben.

³Die Höchstzahlen gelten für die Zeit vom 1. November 1990 bis 31. Oktober 1991.

⁴Bewilligungen an Saisonniers, die nach dem 31. Oktober 1990 einreisen, sind an die Höchstzahlen für 1990/91 anzurechnen, auch wenn die Gesuche schon früher eingereicht und behandelt worden sind.

¹Der gesamtschweizerische Höchstbestand der Saisonniers, der zu keinem Zeitpunkt überschritten werden soll, wird auf 110'000 festgesetzt.

²Die Höchstzahlen der Saisonbewilligungen werden insgesamt auf 163'750 festgesetzt:

a. Höchstzahlen für die Kantone: 153'750

Von der Höchstzahl von 153'750 wird ein gleichmässiger Anteil von 90 Prozent oder 138'375 freigegeben.

Zürich	13'668	Schaffhausen	691
Bern	15'200	Appenzell A. Rh	882
Lucern	6'042	Appenzell I. Rh	401
Uri	1'340	St. Gallen	6'091
Schwyz	2'615	Graubünden	22'837
Obwalden	1'765	Aargau	4'820
Nidwalden	1'064	Thurgau	2'965
Glarus	1'016	Tessin	8'281
Zug	1'399	Waadt	12'737
Freiburg	2'626	Wallis	15'167
Solothurn	1'970	Neuenburg	1'899
Basel-Stadt	2'299	Genf	7'655
Basel-Landschaft	2'037	Jura	908

b. Höchstzahl für den Bund: 10'000

Von der Höchstzahl von 10'000 wird ein Anteil von 9'000 freigegeben.

³Die Höchstzahlen gelten für die Zeit vom 1. November 1991 bis 31. Oktober 1992.

⁴Bewilligungen an Saisonniers, die nach dem 31. Oktober 1991 einreisen, sind an die Höchstzahlen für 1991/92 anzurechnen, auch wenn die Gesuche schon früher eingereicht und behandelt worden sind.

¹Die Höchstzahlen der Bewilligungen für Kurzaufenthalter werden insgesamt auf 18'000 festgesetzt:

a. Höchstzahlen für die Kantone: 11'000

Zürich	1'885	Schaffhausen	146
Bern	1'271	Appenzell A. Rh	147
Luzern	532	Appenzell I. Rh	38
Uri	65	St. Gallen	555
Schwyz	209	Graubünden	426
Obwalden	69	Aargau	669
Nidwalden	51	Thurgau	335
Glarus	106	Tessin	402
Zug	152	Waadt	944
Freiburg	334	Wallis	423
Solothurn	331	Neuenburg	363
Basel-Stadt	401	Genf	709
Basel-Landschaft	326	Jura	111

b. Höchstzahl für den Bund: 7'000

²Die Höchstzahlen gelten für die Zeit vom 1. November 1991 bis 31. Oktober 1992.

³Die durch die Aenderung vom 24. Oktober 1990 der Verordnung des Bundesrates festgesetzten, aber noch nicht ausgeschöpften Höchstzahlen verfallen am 31. Oktober 1991.

¹Die Höchstzahlen der Bewilligungen für Kurzaufenthalter werden insgesamt auf 15'002 festgesetzt:

a. Höchstzahlen für die Kantone: 9'002

Zürich	1'544	Schaffhausen	119
Bern	1'041	Appenzell A. Rh	114
Luzern	436	Appenzell I. Rh	30
Uri	53	St. Gallen	454
Schwyz	171	Graubünden	349
Obwalden	57	Aargau	548
Nidwalden	42	Thurgau	275
Glarus	86	Tessin	329
Zug	125	Waadt	773
Freiburg	274	Wallis	346
Solothurn	271	Neuenburg	297
Basel-Stadt	329	Genf	581
Basel-Landschaft	267	Jura	91

b. Höchstzahl für den Bund: 6'000

²Die Höchstzahlen gelten für die Zeit vom 1. November 1990 bis 31. Oktober 1991.

³Die durch die Aenderung vom 18. Oktober 1989 der Verordnung des Bundesrates festgesetzten, aber noch nicht ausgeschöpften Höchstzahlen der Bewilligungen für Kurzaufenthalter verfallen am 31. Oktober 1990.

BUNDESAMT FÜR INDUSTRIE
GEWERBE UND ARBEIT

BUNDESAMT FÜR
AUSLÄNDERFRAGEN

Bern, Oktober 1991

An die

- für den Arbeitsmarkt
zuständigen kantonalen
Departemente
 - Polizeidirektionen
der Kantone
-

Ausländerregelung 1991/92

Teilrevision der Verordnung des Bundesrates über die Begrenzung der Zahl der Ausländer vom 6. Oktober 1986

Sehr geehrte Damen und Herren,

wir teilen Ihnen mit, dass der Bundesrat die Teilrevision der Verordnung über die Begrenzung der Zahl der Ausländer beschlossen hat. Die Änderungen werden am 1. November 1991 in Kraft treten.

1. Beurteilung der Vernehmlassung

Ohne den Grundsatz der langfristigen Begrenzung der Zahl der Ausländer in Frage zu stellen, haben sich die vernehmlassenden Stellen deutlicher als in der Vergangenheit für eine klare Öffnung Richtung Europa ausgesprochen. Die Notwendigkeit für die Schweiz, sich langsam aber sicher den laufenden

Veränderungen im europäischen Raum anzupassen, wurde anerkannt.

Trotz der ernsthaften Schwierigkeiten in Jugoslawien muss die Frage eines Ausschlusses dieses Landes aus dem Kreis der traditionellen Rekrutierungsgebiete geprüft und entschieden werden. Im Sinne verschiedener Stellungnahmen ist hierbei eine Übergangslösung anzustreben, welche sowohl den menschlichen als auch den wirtschaftlichen Aspekten Rechnung trägt.

Der Verordnungsentwurf fand mit den vorgeschlagenen Erleichterungen die Zustimmung einer grossen Mehrheit.

Einen detaillierten Ueberblick über die Gesamtheit der eingegangenen Antworten vermittelt der beiliegende Bericht über die Ergebnisse des Vernehmlassungsverfahrens.

2. Grundsätze und Inhalt der Revision

Unter Berücksichtigung sowohl der nationalen als auch der internationalen Lage verfolgt die Revision einen weiteren Öffnungsschritt, welcher die begrenzungspolitischen Zielsetzungen, die ungewisse Wirtschaftsentwicklung und die Suche nach einer bestmöglichen europafähigen Lösung berücksichtigt.

Die Aenderungsvorschläge des Vorentwurfs wurden im wesentlichen übernommen. Die Frage der Höchstzahlen verlangte angesichts der Vernehmlassungsergebnisse jedoch eine Überprüfung. Die Rekrutierungsgrundsätze für ausländische Arbeitskräfte bedingten aufgrund der internationalen Entwicklung und der ausländerpolitischen Ziele im Strategiebericht des Bundesrates vom 15. Mai 1991 ebenfalls eine nochmalige Durchsicht.

3. Freigabe der kantonalen Kontingente

Trotz etwas unsicherem Konjunkturverlauf und strukturellen Anpassungen, verbunden mit einem für die Wettbewerbsfähigkeit notwendigen Stellenabbau, bestehen keine Zweifel, dass verschiedene Wirtschaftssektoren weiterhin stark auf ausländisches Personal angewiesen sein werden. Man muss sich darüber bewusst sein, dass ein freier EG-Binnenmarkt die Mobilität innerhalb der Gemeinschaft zulasten anderer Staaten, darunter auch der Schweiz, noch erhöhen wird. Es ist daher wichtig, die Attraktivität unseres Arbeitsmarktes schon vor diesem Zeitpunkt zu verbessern, indem die Zulassungsmöglichkeiten für Jahresaufenthalter erhöht und damit eine grösstmögliche Rechtsangleichung erreicht werden. Andererseits ist es notwendig, ohne Verzögerung an die schrittweise Bereinigung der Saisonstrukturen heranzugehen, um das Risiko einer Destabilisierung der Beschäftigungslage zu vermindern.

Unter Berücksichtigung dieser Aspekte wurden die kantonalen Kontingente für Jahres- und Kurzaufenthalterbewilligungen in Abänderung des Vorentwurfs auf 12'000 (+ ca. 4'000) bzw. auf 11'000 (+ ca. 2'000) Einheiten erhöht. Bei den Jahresaufenthaltern können ausserdem die nicht ausgeschöpften Einheiten vollständig auf die nächste Kontingentsperiode übertragen werden. In logischer Konsequenz wurde auch das Saisonnierskontingent überprüft und auf dessen vollständige Freigabe schliesslich verzichtet. Die Höchstzahlen werden zwar auf der gegenwärtigen Höhe belassen, aber nur zu 90 Prozent oder 138'375 Einheiten freigegeben.

4. Freigabe der Bundeskontingente

Mit der uneingeschränkten Freigabe des seit 1989 auf 4'000 Einheiten festgesetzten Bundeskontingentes für Jahresbewilligungen konnte bisher den wachsenden Bedürfnissen nach flexiblem Beizug qualifizierter und hochqualifizierter Ar-

beitskräfte Rechnung getragen werden, was der Wettbewerbsfähigkeit von Unternehmen im erhöhten internationalen Konkurrenzkampf diene. Wenn die Anstrengungen auf multilateraler Ebene zur Liberalisierung des Austausches von Gütern und Dienstleistungen zum Ziel führen, wird sich in der Folge ein vermehrtes Bedürfnis nach kurzfristig verfügbaren Spezialisten spürbar machen. Die Erhöhung des Bundeskontingentes auf 5'000 Einheiten scheint darum gerechtfertigt, zumal bereits in früheren Vernehmlassungen entsprechende Forderungen gestellt wurden.

Aufgrund der Erhöhung der kantonalen Kontingente für Kurzaufenthalter bleibt die Höchstzahl des Bundes gemäss Vorentwurf bei 7'000 Einheiten unverändert.

In Verbindung mit dem Beschluss einer nicht vollständigen Freigabe der kantonalen Höchstzahlen für Saisonbewilligungen wurde die Höhe des Bundeskontingentes ebenfalls überprüft. Um gegebenenfalls eine punktuelle Unterstützung einzelner Kantone mit ausgeprägter Saisonwirtschaft zu ermöglichen, erschien der geplante Rückbehalt als überhöht. Die Höchstzahl für den Bund wird daher ebenfalls zu 90 Prozent (9'000 Bewilligungen) freigegeben.

5. Materielle Änderungen

Die vorgeschlagenen materiellen Änderungen wurden im allgemeinen sehr begrüsst und daher gemäss Vorentwurf übernommen.

Unter Hinweis auf die Europäisierung schlugen mehrere Stellen für die Grenzgänger weitergehende Liberalisierungsmassnahmen vor. Während gewisse Anregungen in bezug auf bereits vorgegebene Verhandlungsschritte Richtung Europa als verfrüht gelten müssen, scheint der Wunsch nach Konsolidierung des Statuts dieser bedeutenden Arbeitskräftekatégorie verständlich: Nach dem ersten Jahr soll deshalb die Verlän-

gerung der Grenzgängerbewilligung für mehr als ein Jahr ermöglicht werden. Dadurch wird ebenfalls eine grundsätzliche Gleichstellung mit den Jahresaufenthaltern erreicht.

Eine weitere bedeutende Änderung betrifft die Grundsätze für die Rekrutierung aller ausländischer Arbeitskräfte. Der Beschluss einer Kontingentserhöhung für Jahres- und Kurzaufenthalter beruht auf dem Willen des Bundesrates, die in seinem Strategiebericht definierte Ausländerpolitik der neunziger Jahre umzusetzen. Die Verwirklichung des zentralen Anliegens dieser Politik, die Einbettung der Schweiz in ihr europäisches Umfeld in Verbindung mit einer allmählichen Freizügigkeit für Angehörige der EG- und EFTA-Staaten, wäre unmöglich oder kontraproduktiv, wenn nicht gleichzeitig eine Priorität für diese Nationalitäten bei der Erteilung der verschiedenen Aufenthalts- und Arbeitsbewilligungen festgelegt würde. Unter Berücksichtigung der Notwendigkeit eines ausgewogenen Verhältnisses zwischen Schweizern und Ausländern - in der Vernehmlassung weitgehend unbestritten - kann das vorrangige Ziel der neuen Ausländerpolitik nur erreicht werden, wenn die politisch Verantwortlichen der Kantone und die wirtschaftlichen Kreise dazu bereit sind, sich an diese Rekrutierungsgrundsätze zu halten und damit die europäische Integration zu unterstützen, für welche sie sich in ihren Stellungnahmen so deutlich ausgesprochen haben.

In bezug auf die Zulassung junger Europäer zum Zwecke einer beruflichen Ausbildung ist sich der Bundesrat bewusst, dass damit der Lehrlingsmangel nicht behoben werden kann und dass die soziale und menschliche Verantwortung einer solchen Massnahme grösste Vorsicht verlangt. Daher mahnt er die für die Berufsbildung zuständigen Behörden, dafür zu sorgen, dass solche Bewilligungen nur erteilt werden, wenn alle nötigen Garantien bezüglich Zukunftsaussichten des Betriebes und des Lernberufes sowie bezüglich des ethischen Umfeldes der minderjährigen Lehrlinge erfüllt sind.

Die Ausdehnung von Weiterbildungsmöglichkeiten für Angehörige aus Mittel- und Osteuropa führt zu ähnlichen Empfehlungen. Ohne Zweifel muss das Streben nach sozialem Fortschritt, welches die Demokratisierung in diesen Ländern hervorgerufen hat, durch ernsthafte Bemühungen um wirtschaftliche Zusammenarbeit unterstützt werden. Es darf nicht darum gehen, diese Länder ihrer menschlichen Ressourcen zu berauben, sondern es gilt, Ihnen zu den Mitteln für einen raschen Wiederaufbau im Interesse aller zu verhelfen.

Weitere Angaben zu den beschlossenen Änderungen sind in den beiliegenden Erläuterungen enthalten.

6. Schlussbemerkungen

Mit seinem Entscheid zur Änderung der Verordnung über die Begrenzung der Zahl der Ausländer bekräftigt der Bundesrat seinen Willen, eine schrittweise Annäherung der Schweiz an Europa ohne Verzögerung einzuleiten. Dieses Ziel kann jedoch ohne aktive Teilnahme der Verantwortlichen aus Politik, Wirtschaft und sozialen Kreisen nicht erreicht werden.

Wir danken Ihnen, dass Sie an der Vernehmlassung teilgenommen und dadurch Ihre Bereitschaft zur Zusammenarbeit bewiesen haben, und versichern Sie, sehr geehrte Damen und Herren, unserer vorzüglichen Hochachtung.

BUNDESAMT FÜR INDUSTRIE
GEWERBE UND ARBEIT

Der Direktor

BUNDESAMT FÜR
AUSLÄNDERFRAGEN

Der Direktor

BUNDEAMT FÜR INDUSTRIE
ENERGIE UND ARBEIT

BUNDEAMT FÜR
AUSLÄNDERFRAGEN

Beilagen

Bern, Oktober 1991

- Verordnung des Bundesrates über die Begrenzung der Zahl der Ausländer vom 6. Oktober 1986 - Aenderung 1991
- Erläuterungen zur Aenderung der Verordnung
- Bericht über die Ergebnisse des Vernehmlassungsverfahrens
- Vergleichende Darstellung

Ausländerregelung 1986/91

Teilrevisio... der Verordnung des Bundesrates über die Begrenzung der Zahl der Ausländer vom 6. Oktober 1986

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wir teilen Ihnen mit, dass der Bundesrat die Teilrevisio... der Verordnung über die Begrenzung der Zahl der Ausländer beschlossen hat. Die Änderungen werden am 1. November 1991 in Kraft treten.

1. Beurteilung der Vernehmlassung

Ohne den Grundzügen der langfristigen Begrenzung der Zahl der Ausländer in Frage zu stellen, haben sich die Vernehmlassung... den Stellen deutlicher als in der Vergangenheit für eine klare Öffnung Richtung Europa ausgesprochen. Die Notwendigkeit für die Schweiz, sich langfristig über sicher den laufenden

BUNDESAMT FÜR INDUSTRIE
GEWERBE UND ARBEIT

BUNDESAMT FÜR
AUSLÄNDERFRAGEN

Bern, Oktober 1991

An die

- politischen Parteien
 - Spitzenverbände der
Arbeitgeber- und Arbeit-
nehmerorganisationen
-

Ausländerregelung 1991/92

Teilrevision der Verordnung des Bundesrates über die Begrenzung der Zahl der Ausländer vom 6. Oktober 1986

Sehr geehrte Damen und Herren,

wir teilen Ihnen mit, dass der Bundesrat die Teilrevision der Verordnung über die Begrenzung der Zahl der Ausländer beschlossen hat. Die Aenderungen werden am 1. November 1991 in Kraft treten.

1. Beurteilung der Vernehmlassung

Ohne den Grundsatz der langfristigen Begrenzung der Zahl der Ausländer in Frage zu stellen, haben sich die vernehmlassenden Stellen deutlicher als in der Vergangenheit für eine klare Öffnung Richtung Europa ausgesprochen. Die Notwendigkeit für die Schweiz, sich langsam aber sicher den laufenden

Veränderungen im europäischen Raum anzupassen, wurde anerkannt.

Trotz der ernsthaften Schwierigkeiten in Jugoslawien muss die Frage eines Ausschlusses dieses Landes aus dem Kreis der traditionellen Rekrutierungsgebiete geprüft und entschieden werden. Im Sinne verschiedener Stellungnahmen ist hierbei eine Übergangslösung anzustreben, welche sowohl den menschlichen als auch den wirtschaftlichen Aspekten Rechnung trägt.

Der Verordnungsentwurf fand mit den vorgeschlagenen Erleichterungen die Zustimmung einer grossen Mehrheit.

Einen detaillierten Ueberblick über die Gesamtheit der eingegangenen Antworten vermittelt der beiliegende Bericht über die Ergebnisse des Vernehmlassungsverfahrens.

2. Grundsätze und Inhalt der Revision

Unter Berücksichtigung sowohl der nationalen als auch der internationalen Lage verfolgt die Revision einen weiteren Öffnungsschritt, welcher die begrenzungspolitischen Zielsetzungen, die ungewisse Wirtschaftsentwicklung und die Suche nach einer bestmöglichen europafähigen Lösung berücksichtigt.

Die Aenderungsvorschläge des Vorentwurfs wurden im wesentlichen übernommen. Die Frage der Höchstzahlen verlangte angesichts der Vernehmlassungsergebnisse jedoch eine Überprüfung. Die Rekrutierungsgrundsätze für ausländische Arbeitskräfte bedingten aufgrund der internationalen Entwicklung und der ausländerpolitischen Ziele im Strategiebericht des Bundesrates vom 15. Mai 1991 ebenfalls eine nochmalige Durchsicht.

3. Freigabe der kantonalen Kontingente

Trotz etwas unsicherem Konjunkturverlauf und strukturellen Anpassungen, verbunden mit einem für die Wettbewerbsfähigkeit notwendigen Stellenabbau, bestehen keine Zweifel, dass verschiedene Wirtschaftssektoren weiterhin stark auf ausländisches Personal angewiesen sein werden. Man muss sich darüber bewusst sein, dass ein freier EG-Binnenmarkt die Mobilität innerhalb der Gemeinschaft zulasten anderer Staaten, darunter auch der Schweiz, noch erhöhen wird. Es ist daher wichtig, die Attraktivität unseres Arbeitsmarktes schon vor diesem Zeitpunkt zu verbessern, indem die Zulassungsmöglichkeiten für Jahresaufenthalter erhöht und damit eine grösstmögliche Rechtsangleichung erreicht werden. Andererseits ist es notwendig, ohne Verzögerung an die schrittweise Bereinigung der Saisonstrukturen heranzugehen, um das Risiko einer Destabilisierung der Beschäftigungslage zu vermindern.

Unter Berücksichtigung dieser Aspekte wurden die kantonalen Kontingente für Jahres- und Kurzaufenthalterbewilligungen in Abänderung des Vorentwurfs auf 12'000 (+ ca. 4'000) bzw. auf 11'000 (+ ca. 2'000) Einheiten erhöht. Bei den Jahresaufenthaltern können ausserdem die nicht ausgeschöpften Einheiten vollständig auf die nächste Kontingentsperiode übertragen werden. In logischer Konsequenz wurde auch das Saisonierskontingent überprüft und auf deren vollständige Freigabe schliesslich verzichtet. Die Höchstzahlen werden zwar auf der gegenwärtigen Höhe belassen, aber nur zu 90 Prozent oder 138'375 Einheiten freigegeben.

4. Freigabe der Bundeskontingente

Mit der uneingeschränkten Freigabe des seit 1989 auf 4'000 Einheiten festgesetzten Bundeskontingentes für Jahresbewilligungen konnte bisher den wachsenden Bedürfnissen nach flexiblem Beizug qualifizierter und hochqualifizierter Ar-

beitskräfte Rechnung getragen werden, was der Wettbewerbsfähigkeit von Unternehmen im erhöhten internationalen Konkurrenzkampf diene. Wenn die Anstrengungen auf multilateraler Ebene zur Liberalisierung des Austausches von Gütern und Dienstleistungen zum Ziel führen, wird sich in der Folge ein vermehrtes Bedürfnis nach kurzfristig verfügbaren Spezialisten spürbar machen. Die Erhöhung des Bundeskontingentes auf 5'000 Einheiten scheint darum gerechtfertigt, zumal bereits in früheren Vernehmlassungen entsprechende Forderungen gestellt wurden.

Aufgrund der Erhöhung der kantonalen Kontingente für Kurzaufenthalter bleibt die Höchstzahl des Bundes gemäss Vorentwurf bei 7'000 Einheiten unverändert.

In Verbindung mit dem Beschluss einer nicht vollständigen Freigabe der kantonalen Höchstzahlen für Saisonbewilligungen wurde die Höhe des Bundeskontingentes ebenfalls überprüft. Um gegebenenfalls eine punktuelle Unterstützung einzelner Kantone mit ausgeprägter Saisonwirtschaft zu ermöglichen, erschien der geplante Rückbehalt als überhöht. Die Höchstzahl für den Bund wird daher ebenfalls zu 90 Prozent (9'000 Bewilligungen) freigegeben.

5. Materielle Änderungen

Die vorgeschlagenen materiellen Änderungen wurden im allgemeinen sehr begrüsst und daher gemäss Vorentwurf übernommen.

Unter Hinweis auf die Europäisierung schlugen mehrere Stellen für die Grenzgänger weitergehende Liberalisierungsmassnahmen vor. Während gewisse Anregungen in bezug auf bereits vorgegebene Verhandlungsschritte Richtung Europa als verfrüht gelten müssen, scheint der Wunsch nach Konsolidierung des Statuts dieser bedeutenden Arbeitskräftekatégorie verständlich: Nach dem ersten Jahr soll deshalb die Verlän-

gerung der Grenzgängerbewilligung für mehr als ein Jahr ermöglicht werden. Dadurch wird ebenfalls eine grundsätzliche Gleichstellung mit den Jahresaufenthaltern erreicht.

Eine weitere bedeutende Änderung betrifft die Grundsätze für die Rekrutierung aller ausländischer Arbeitskräfte. Der Beschluss einer Kontingentserhöhung für Jahres- und Kurzaufenthalter beruht auf dem Willen des Bundesrates, die in seinem Strategiebericht definierte Ausländerpolitik der neunziger Jahre umzusetzen. Die Verwirklichung des zentralen Anliegens dieser Politik, die Einbettung der Schweiz in ihr europäisches Umfeld in Verbindung mit einer allmählichen Freizügigkeit für Angehörige der EG- und EFTA-Staaten, wäre unmöglich oder kontraproduktiv, wenn nicht gleichzeitig eine Priorität für diese Nationalitäten bei der Erteilung der verschiedenen Aufenthalts- und Arbeitsbewilligungen festgelegt würde. Unter Berücksichtigung der Notwendigkeit eines ausgewogenen Verhältnisses zwischen Schweizern und Ausländern - in der Vernehmlassung weitgehend unbestritten - kann das vorrangige Ziel der neuen Ausländerpolitik nur erreicht werden, wenn die politisch Verantwortlichen der Kantone und die wirtschaftlichen Kreise dazu bereit sind, sich an diese Rekrutierungsgrundsätze zu halten und damit die europäische Integration zu unterstützen, für welche sie sich in ihren Stellungnahmen so deutlich ausgesprochen haben.

In bezug auf die Zulassung junger Europäer zum Zwecke einer beruflichen Ausbildung ist sich der Bundesrat bewusst, dass damit der Lehrlingsmangel nicht behoben werden kann und dass die soziale und menschliche Verantwortung einer solchen Massnahme grösste Vorsicht verlangt. Daher mahnt er die für die Berufsbildung zuständigen Behörden, dafür zu sorgen, dass solche Bewilligungen nur erteilt werden, wenn alle nötigen Garantien bezüglich Zukunftsaussichten des Betriebes und des Lernberufes sowie bezüglich des ethischen Umfeldes der minderjährigen Lehrlinge erfüllt sind.

Die Ausdehnung von Weiterbildungsmöglichkeiten für Angehörige aus Mittel- und Osteuropa führt zu ähnlichen Empfehlungen. Ohne Zweifel muss das Streben nach sozialem Fortschritt, welches die Demokratisierung in diesen Ländern hervorgerufen hat, durch ernsthafte Bemühungen um wirtschaftliche Zusammenarbeit unterstützt werden. Es darf nicht darum gehen, diese Länder ihrer menschlichen Ressourcen zu berauben, sondern es gilt, Ihnen zu den Mitteln für einen raschen Wiederaufbau im Interesse aller zu verhelfen.

Weitere Angaben zu den beschlossenen Änderungen sind in den beiliegenden Erläuterungen enthalten.

6. Schlussbemerkungen

Mit seinem Entscheid zur Änderung der Verordnung über die Begrenzung der Zahl der Ausländer bekräftigt der Bundesrat seinen Willen, eine schrittweise Annäherung der Schweiz an Europa ohne Verzögerung einzuleiten. Dieses Ziel kann jedoch ohne aktive Teilnahme der Verantwortlichen aus Politik, Wirtschaft und sozialen Kreisen nicht erreicht werden.

Wir danken Ihnen, dass Sie an der Vernehmlassung teilgenommen und dadurch Ihre Bereitschaft zur Zusammenarbeit bewiesen haben, und versichern Sie, sehr geehrte Damen und Herren, unserer vorzüglichen Hochachtung.

BUNDESAMT FÜR INDUSTRIE
GEWERBE UND ARBEIT

Der Direktor

BUNDESAMT FÜR
AUSLÄNDERFRAGEN

Der Direktor

LISTE DES ADRESSES

Beilagen

- Verordnung des Bundesrates über die Begrenzung der Zahl der Ausländer vom 6. Oktober 1986 - Aenderung 1991
- Erläuterungen zur Aenderung der Verordnung
- Bericht über die Ergebnisse des Vernehmlassungsverfahrens
- Vergleichende Darstellung

Schweizerische Volkspartei
Postfach 2045
3000 BERN 2

Schweizerische Partei
Postfach 1461
3001 BERN

Partei der Unabhängigen
Postfach 7973
3000 BERN

Schweizerische Volkspartei
Postfach 1334
8003 ZÜRICH

- GPS/PS

- Schweizer Demokraten

der Schweiz
Zentralsekretariat
Postfach 1461, 4600 OLTEN 1

- Partito Socialista unitario
Casella postale 2245
6301 BELLINZONA

- Schweizer Volkspartei
Postfach
5100 KÜSNACHT

- Parti Suisse du Travail
Case postale 732
1011 GENEVE 8

- Grüner Bündnis Schweiz
Postfach
6000 LUZERN 4

Organisationen der Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen /
Organisations (altri) del datore di lavoro e dei lavoratori

Schweizerischer Arbeitgeber- und Industrie-Verein
Postfach 630
8004 ZÜRICH

Schweizerischer Gewerbeverband
Postfach 2721
3000 BERN

Landesverband Schweizerischer
Arbeitgeber-Organisationen
Postfach 504
8004 ZÜRICH

Schweizerischer Bauernverband
Postfach 10
3000 BERN

- Schweizerischer Gewerkschaftsbund
Postfach 04
3000 BERN 20

- Vereinigung Schweizerischer
Angestelltenverbände
Baldenerstrasse 32, 8004 ZÜRICH

- Christlicher Gewerkschaftsbund
Gewerkschaftsbund der Schweiz
Postfach 1715, 3001 BERN

- Landesverband Freier
Schweizer Arbeitnehmer
Baldenerstrasse 11, 8004 ZÜRICH

ADRESSENLISTE / LISTE DES ADRESSES

I. Politische Parteien / Partis politiques

- | | |
|--|--|
| - Freisinnig-Demokratische
Partei der Schweiz
Postfach 2642, 3001 BERN | - GPS/PES
Grüne Partei der Schweiz
Postfach 6415, 3001 BERN |
| - Christlichdemokratische
Volkspartei der Schweiz
Postfach 1759, 3001 BERN | - Schweizer Demokraten
Postfach 59
8956 KILLWANGEN |
| - Sozialdemokratische Partei
der Schweiz
Postfach, 3001 BERN | - Progressive Organisationen
der Schweiz
Zentralsekretariat
Postfach 1461, 4600 OLTEN 1 |
| - Schweizerische Volkspartei
Generalsekretariat
Postfach, 3000 BERN 9 | - Partito Socialista unitario
Casella postale 2245
6501 BELLINZONA |
| - Liberale Partei
der Schweiz
Postfach 7107, 3001 BERN | - Schweizer Autopartei
Postfach
8700 KÜSNACHT |
| - Landesring der Unabhängigen
Postfach 7075
3001 BERN | - Parti Suisse du Travail
Case postale 232
1211 GENEVE 8 |
| - Evangelische Volkspartei
der Schweiz
Postfach 7334, 8023 ZÜRICH | - Grünes Bündnis Schweiz
Postfach
6000 LUZERN 4 |

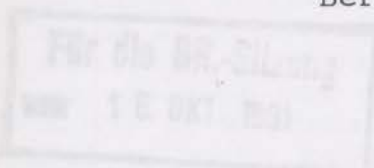
II. Spitzenverbände der Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen /
Associations faïtières des employeurs et des travailleurs

- | | |
|---|--|
| - Vorort des Schweizerischen
Handels- und Industrie-Vereins
Postfach 690, 8034 ZÜRICH | - Schweizerischer Gewerkschaftsbund
Postfach 64
3000 BERN 23 |
| - Schweizerischer Gewerbeverband
Postfach 2721
3001 BERN | - Vereinigung Schweizerischer
Angestelltenverbände
Badenerstrasse 332, 8004 ZÜRICH |
| - Zentralverband Schweizerischer
Arbeitgeber-Organisationen
Postfach 504, 8034 ZÜRICH | Christlichnationaler
Gewerkschaftsbund der Schweiz
Postfach 5775, 3001 BERN |
| - Schweizerischer Bauernverband
Laurstrasse 10
5200 BRUGG | - Landesverband Freier
Schweizer Arbeitnehmer
Badenerstrasse 41, 8004 ZÜRICH |

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

Bern, 14. Oktober 1991

Berna, le 15 octobre 1991



An den B u n d e s r a t

Au Conseil fédéral

Réglementation pour les étrangers 1991/92
Modification de l'ordonnance limitant le nombre des étrangers
du 6 octobre 1986

Réglementation pour les étrangers 1991/92;

Modification partielle de l'Ordonnance du Conseil fédéral

limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986

M i t b e r i c h t

zum Antrag des EVD und des EJPD vom 7. Oktober 1991

Réponse

Der vorliegende Antrag veranlasst uns zu folgenden Bemerkungen
und Anträgen:

Le rapport du DFAR du 14 octobre 1991.

Angesichts der europäischen Integrationspolitik des
Bundesrates, der seit langem nicht mehr dagewesenen Anzahl von
Arbeitslosen in der Schweiz und des zunehmenden Fremdenhasses
erscheinen uns die Höchstzahlen insbesondere für die
Kontingente "Saisonniers" und "Kurzaufenthalter" äusserst
fragwürdig. Vor allem dem Kontingent von 163'705
Saisonbewilligungen können wir nicht zustimmen. Eine
Beschränkung der Freigabe auf 90% löst das Problem nicht.

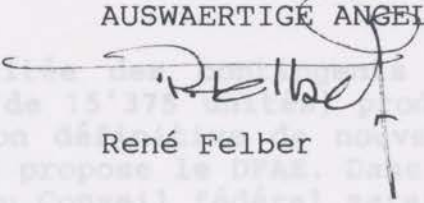
L'ajustement du nombre des autorisations saisonnières et
des autorisations à l'année est motivé principalement par
la politique d'ouverture européenne, sans pour autant né-

Wir b e a n t r a g e n, die Höchstzahl des
Saisonnierkontingentes insgesamt auf 147'375 festzulegen.

turelle. Comme une
une année comporterait inévitablement une part d'incertitude.
La solution d'une libération limitée présente l'avantage de
permettre au Conseil fédéral, en cas de nécessité ou de
développement imprévu, d'ajuster le nombre de visas vers le
printemps, sans perdre la face. Cette alternative est donc
plus flexible.

EIDG. DEPARTEMENT FUER

AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN


René Felber

Une libération limitée de 90% des saisonniers à
147'375 (réduction de 15'375) permettrait les mêmes ef-
fets qu'une fixation de nouveaux contingents à
ce niveau, comme le propose le DFAR. Dans les deux cas, une
nouvelle décision du Conseil fédéral serait nécessaire.

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

DEPARTEMENT FEDERAL
DE JUSTICE ET POLICE

530.1



Berne, le 15 octobre 1991

Au Conseil fédéral

Réglementation pour les étrangers 1991/92;
Modification partielle de l'Ordonnance du Conseil fédéral
limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986

Réponse

au co-rapport du DFAE du 14 octobre 1991.

Nous ne sommes pas d'accord avec la proposition du DFAE pour les raisons suivantes:

- Malgré l'incertitude de l'évolution de la situation économique et l'accentuation du chômage, la pénurie de personnel demeurera forte dans plusieurs secteurs.
- L'ajustement du nombre des autorisations saisonnières et des autorisations à l'année est motivé principalement par la politique d'ouverture européenne, sans pour autant négliger une éventuelle évolution conjoncturelle. Comme une évaluation prévisionnelle du marché du travail établie sur une année comporte inévitablement une part d'incertitude, la solution d'une libération limitée présente l'avantage de permettre au Conseil fédéral, en cas de nécessité ou de développement imprévu, de revenir sur sa décision vers le printemps, sans perdre la face. Cette alternative est donc plus flexible.
- Une libération limitée des contingents de saisonniers à 147'375 (réduction de 15'375 unités) produit les mêmes effets qu'une fixation définitive de nouveaux contingents à ce niveau, comme le propose le DFAE. Dans les deux cas, une nouvelle décision du Conseil fédéral serait nécessaire.

DEPARTEMENT FEDERAL
DE JUSTICE ET POLICE

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

- L'augmentation prévue du contingent d'autorisations de courte durée n'a pas pour effet de provoquer un accroissement de la population étrangère permanente. Si le Conseil fédéral entend mener avec cohérence sa politique de soutien aux Etats d'Europe centrale et orientale, telle qu'il l'a récemment présentée dans son deuxième message aux Chambres fédérales, il doit également s'en donner les moyens. Une augmentation du nombre des autorisations de courte durée est nécessaire si l'on veut pouvoir accueillir les ressortissants de ces pays participant à des programmes de perfectionnement dans le cadre de projets de l'aide suisse au développement économique et technique.

Pour ces diverses raisons, nous maintenons notre proposition.

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

DEPARTEMENT FEDERAL
DE JUSTICE ET POLICE

Meuwert

A. Koh

Réponse

en co-rapport du DFR du 14 octobre 1987

Nous ne sommes pas d'accord avec la proposition du DFR pour les raisons suivantes:

- Malgré l'incertitude de l'évolution de la situation économique et l'accentuation du chômage, la pénurie de personnel demeure forte dans plusieurs secteurs.

- L'ajustement du nombre des autorisations saisonnières et des autorisations à l'année est soigné prioritairement par la politique d'ouverture européenne, sans pour autant négliger une éventuelle évolution conjoncturelle. Comme une évaluation prévisionnelle du marché de travail établie sur une année comporte inévitablement une part d'incertitude, la solution d'une libération limitée présente l'avantage de permettre au Conseil fédéral, en cas de nécessité, de se développer rapidement, de revenir sur sa décision vers le printemps, sans perdre la face. Cette alternative est donc plus flexible.

- Une libération limitée des contingents de saisonniers à 147'375 (réduction de 18'375 unités) produit les mêmes effets qu'une libération définitive de nouveaux contingents à ce niveau, comme le propose le DFR. Dans les deux cas, une nouvelle décision du Conseil fédéral serait nécessaire.

Protokoll
<input type="checkbox"/> ohn
z.V. z
X